



**PROJET N° 109543-001 porté par le Consortium Fondation
KARANTA/FAWE/ROCARE**

**UN NOUVEAU MODELE DE CLASSES PASSERELLES POUR AMÉLIORER
L'APPRENTISSAGE DES ENFANTS ET DES JEUNES NON SCOLARISÉS DANS
LES PAYS MEMBRES DE LA FONDATION KARANTA EN AFRIQUE DE L'OUEST**

**RAPPORT DE LA RECHERCHE
SUR LES PRATIQUES ET INNOVATIONS EN MATIÈRE DE
CLASSES/PASSERELLES DANS LES SIX (06) PAYS MEMBRES DE
LA FONDATION KARANTA EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Cas de la République de Guinée : LES CENTRES NAFA



Chercheur National : Dr Baba DIANÉ

Sous la supervision de :
Mohamed Chérif DIARRA, PhD
Et de SANOU/DAO Bernadette

Chercheurs Principaux

Sous la Coordination Scientifique du :

Pr.Nouhoun SIDIBE

Juin 2022

« Ce travail a été appuyé par le programme partage de connaissances et d'innovations du partenariat mondial pour l'éducation, une entreprise conjointe avec le centre de recherche pour le développement international (Canada-CRDI) ». « Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement le point de vue du CRDI ni celui de son Conseil de Gouverneurs ».

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	5
SIGLES ET ACRONYMES	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	8
RESUME EXECUTIF	9
INTRODUCTION	11
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	11
2. PROBLÈME/PROBLÉMATIQUE	13
3. QUESTIONS DE RECHERCHE	13
4. BUT DE LA RECHERCHE	13
5. OBJECTIF GÉNÉRAL	14
6. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	14
7. RÉSULTATS ATTENDUS	15
8. PRÉSENTATION DU PAYS EN LIEN AVEC L'OBJET DE LA RECHERCHE	15
8.1 ENFANTS HORS DE L'ÉCOLE	17
I. REVUE DE LA LITTÉRATURE	18
1.1 CENTRES NAFA	19
1.2 LE STATUT SCOLAIRE DES 5-24 ANS, LES JEUNES EN DEHORS DU SYSTÈME SCOLAIRE ET L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE ÉDUCATIVE .	19
1.3 RAPPEL DES STATISTIQUES DES CENTRES NAFA	20
LES CAPACITÉS D'ACCUEIL DES CENTRES NAFA	20
✓ ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INSCRITS DANS LES CENTRES NAFA, DE 2012 À 2016	21
✓ SITUATION DES ENCADREURS DANS LES CENTRES NAFA	22
ACCÈS À L'ÉDUCATION NON FORMELLE : RAP 2020	23
QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES DES CENTRES NAFA	23
II. METHODOLOGIE	25
III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	28
3.1 DES STATISTIQUES	28
3.2 RÉSULTATS D'ANALYSE QUANTITATIVE	32
3.3 RÉSULTATS D'ANALYSE QUALITATIVE	43
IV. INTERPRÉTATION/DISCUSSIONS DES RESULTATS	46
4.1 LA NATURE ET LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INNOVATION OU DE LA PRATIQUE À VISÉE SCOLAIRE : LES CENTRES NAFA	46
4.2 LE PILOTAGE INSTITUTIONNEL OU LA GOUVERNANCE	47
4.3 LE PROCESSUS ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE/BILINGUISME	47
4.4 LES INTRANTS (CURRICULA, MATÉRIEL DIDACTIQUE, SUPPORTS NUMÉRIQUES, ETC.)	48
4.5 LE CONTEXTE (ENVIRONNEMENT FAMILIAL, SCOLAIRE, LETTRÉ, SOCIO-ÉCONOMIQUE, ETC.)	48
4.6 DISCUSSIONS	49
5. PROPOSITION DE NOUVEAU MODELE	54
5.1 INTRODUCTION	54
5.2 RATIONALE/JUSTIFICATION	54
5.3 DESCRIPTION/COMPOSANTES	54
5.4 AVANTAGES COMPARATIFS	55
5.5 MISE EN OEUVRE/CONDITIONS CRITIQUES DE RÉALISATION	56
5.6 LES CENTRES NAFA DANS LA POLITIQUE GENRE EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE	57

5.6.1 Initiative Post-NAFA	57
5.6.2 Scolarisation/éducation des filles.....	57
5.6.3 Initiatives genre en enseignement technique et formation professionnelle	58
6. RECOMMANDATIONS.....	59
6.1 RECOMMANDATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL	59
6.2 RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES/CIBLÉES	59
7. CONCLUSION	61
7.1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DE CINQ CONCLUSIONS CLÉS QU'ON PEUT TIRER DE LA RECHERCHE SUR LE NOUVEAU MODÈLE DANS VOTRE PAYS.....	61
7.2 IMPLICATIONS DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE	62
8. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	64
9. ANNEXES :	65
ANNEXE A : FICHE CONSOLIDÉE DES OUTILS D'ANALYSE QUALITATIVE (GUIDES D'ENTRETIEN)	65
OUTILS D'ANALYSE QUANTITATIVE (LOGICIEL KOBO)	73
ANNEXE B : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES	91
ANNEXE C : LISTE DES CENTRES VISITÉS	94
ANNEXE D : CONTACTS DES RESPONSABLES DES DOUZE (12) CENTRES RETENUS POUR L'ÉTUDE.....	95
ANNEXE E : CODE DES ENQUÊTEURS	95

REMERCIEMENTS

Cette étude n'aurait certainement pas vu le jour sans le quitus des autorités du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation d'une part et d'autre part sans une forte mobilisation et l'accompagnement de qualité des acteurs et autorités éducatives, aussi bien au niveau national qu'au niveau des structures déconcentrées des sites de l'étude : Conakry, Mamou, Labé, Boké, Kankan et Faranah.

Nous sommes reconnaissants à tous les administrateurs, enseignant-e-s, apprenant-e-s, élus locaux, parents des centres NAFA pour le temps qu'ils ont bien voulu nous accorder pour répondre aux questions soit individuellement soit dans le cadre des focus groupes.

La conduite d'une étude à bon port passe bien entendu par les ressources financières mises à disposition. C'est le lieu d'adresser nos vifs remerciements au Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation et ses partenaires techniques et financiers grâce auxquels la réalisation des activités concourant à la réussite de cette étude a été possible.

Nous remercions le collège des enquêteurs pour leur accompagnement de qualité.

Enfin, nous exprimons notre profonde gratitude à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite de cette étude. Nous nous devons de citer singulièrement le consortium (FAWE, ROCARE et la Fondation Karanta).

Notre gratitude va à l'endroit de la Coordination Nationale du ROCARE/Guinée pour son appui constant et de tous ordres.

Nous n'oublierons pas les chercheurs principaux, le comité scientifique ainsi que le coordonnateur scientifique pour leur appui technique.

SIGLES ET ACRONYMES

ADEA	:	Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
CDI	:	Centre de documentation et d'information
CE	:	Cours Élémentaire
CED	:	Centre d'Éducation pour le Développement
CEPE	:	Certificat d'Études Primaires et Élémentaire
CM	:	Cours Moyen
COGES	:	Comité de Gestion Scolaire
CP	:	Cours Préparatoire
CQP	:	Certificat de Qualification Professionnelle
CRDI	:	Centre de Recherche sur le Développement International
DCE	:	Direction Communale de l'Éducation
DPE	:	Direction Préfectorale de l'Éducation
DSPE	:	Délégation Sous-Préfectorale de l'Éducation
ENF	:	Éducation Non Formelle
FAWE	:	Forum of African Women Educationists
GPE	:	Groupe des Partenaires en Éducation (Global Partnership for Education)
IES	:	Institution d'Enseignement Supérieur
IRE	:	Inspection Régionale de l'Éducation
ISU	:	Institut des Statistiques de l'UNESCO
MARP	:	Méthode Active de Recherche Participative
MEPU-A	:	Ministère de L'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation
MESRSI	:	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
METFP	:	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MICS	:	Enquête en grappes à indicateurs multiples
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ProDEG	:	Programme Décennal de l'Éducation de Guinée
PTF	:	Partenaires Techniques et Financiers
ROCARE	:	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation
SMART	:	Simple, Mesurable, Achievable, Realistic and Timebound
SSA/P	:	Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
TBS	:	Taux Brut de Scolarisation
TDR	:	Termes De Référence

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Capacité d'accueil des centres NAFA en 2016	21
Tableau 2: Évolution des effectifs des centres NAFA de 2012 à 2016	21
Tableau 3: Disparité dans l'allocation des animateurs des centres	22
Tableau 4: Indicateurs d'AENF en 2020	23
Tableau 5: Liste des sites touchés	26
Tableau 6: Statistiques des répondants par centre NAFA	28
Tableau 7 : Echantillon par acteurs.....	29
Tableau 8: Synthèses des résultats du questionnaire administrateur	32
Tableau 9 : Synthèse des résultats du questionnaire des enseignant-e-s	35
Tableau 10: Synthèse des résultats du questionnaire Parents	38
Tableau 11: Synthèse des résultats du questionnaire apprenant-e-s	41
Tableau 12: Guide entretien élus locaux.....	43
Tableau 13: Guide entretien Administrateur.....	44
Tableau 14: Guide entretien Apprenant-e-s	44
Tableau 15: Guide entretien Parents	44
Tableau 16: Guide entretien Enseignant-e-s	45
Tableau 17: Score moyen Enseignants	51
Tableau 18: Score moyen Parents.....	52
Tableau 19: Score moyen Apprenants	53
Tableau 20: Score Élus locaux.....	53

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Capacités d'accueil des centres NAFA	21
Graphique 2: Graphiques des répondants par centre NAFA	28
Graphique 3 : Echantillon par genre	29
Graphique 4: Enquêtés par type d'acteurs	29
Graphique 5 : Echantillon désagrégé par genre	30
Graphique 6: Source KOBO	49
Graphique 7 : Source Guide.....	50
Graphique 8: Score moyen enseignants	51
Graphique 9 : Score moyen Parents	52
Graphique 10: Score moyen apprenants	53
Graphique 11: Score Élus locaux.....	53

RESUME EXECUTIF

La présente étude vise à créer un nouveau modèle de centres/classes passerelle qui pourra être mis à l'échelle à l'avenir, pour intégrer/réintégrer les enfants et les jeunes non scolarisés et déscolarisés dans le système scolaire et améliorer leur éducation dans six pays membres de la Fondation Karanta en Afrique Occidentale.

Cette recherche représente le cas de la République de Guinée qui porte sur les centres NAFA. Elle tente d'apporter un éclairage sur les questions de recherche suivantes :

- **Question principale de recherche** : Les innovations et pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle contribuent-elles significativement à la lutte contre l'analphabétisme et l'amélioration des acquis des apprenants en lecture, en calcul et dans les disciplines d'éveil (histoire et géographie) dans les pays membres de la Fondation Karanta d'Afrique occidentale ?

- **Questions subsidiaires**
 - Les innovations et pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle à visée scolaire produisent-elles les résultats escomptés dans les pays membres de la Fondation Karanta ?
 - Les innovations et les pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle constituent-elles des stratégies d'enseignement et d'apprentissage qui répondent aux besoins d'éducation des jeunes non scolarisés, âgés de 8 à 15 ans, des pays membres de la Fondation Karanta ?

Il s'est agi d'interroger les réformes envisagées dans les centres NAFA en République de Guinée en vue d'en apprécier leurs contributions à la lutte contre l'analphabétisme et l'amélioration des acquis des apprenants en lecture, en calcul et dans les disciplines d'éveil.

Cette étude s'est basée sur des constats et informations disponibles, toutes des données factuelles. A ce titre la démarche méthodologique adoptée a été :

- la définition des dimensions de l'étude sur la base d'un échantillonnage conséquent ;
- la contextualisation du protocole et des outils d'enquête ;
- le recrutement et la formation des enquêteurs ;
- la collecte d'une documentation pertinente ;
- la collecte d'informations sur le terrain ;
- l'analyse des données ;
- la rédaction du rapport d'étude.

Les informations collectées ont été traitées, analysées et croisées avec les résultats de l'analyse documentaire.

Il ressort de l'évaluation, les constats comme :

- le dysfonctionnement de beaucoup de centre ;
- les difficultés de réinsertion dans l'éducation formelle ;
- le manque de matériels pour l'apprentissage des métiers ;
- la faiblesse du taux d'inscription ;
- l'abandon scolaire très élevé en milieu rural surtout pour les jeunes filles ;
- l'adaptation des innovations aux besoins de formation des enfants.

L'Éducation non formelle et l'alphabétisation sont parmi les principaux leviers sur lesquels il est nécessaire d'actionner en vue d'impulser le développement durable. La République de Guinée, éprouve encore d'énormes difficultés à faire des centres NAFA, un des éléments moteur du développement de son secteur de l'éducation et de la Formation. Les apprenants des centres connaissent d'énormes difficultés et les statistiques démontrent que l'objectif des passerelles est encore loin d'être atteint. Des efforts ont été fournis, des avancées significatives notées mais comportent d'importantes disparités liées à la valorisation de l'Éducation Non Formelle et l'Alphabétisation.

A cet égard, il est important de **tirer les meilleurs enseignements de cette étude.**

Les principales recommandations se rapportent à :

- la nécessité de réorganiser l'ENF ;
- l'appui à apporter à l'initiative des centres NAFA ;
- la promotion d'un modèle nouveau de classe passerelle

L'exhaustivité des recommandations est donnée dans la section dédiée à cet effet.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification

L'Afrique subsaharienne est la région où le taux d'adolescents non scolarisés est le plus élevé. Selon l'Institut des statistiques de l'UNESCO 2019, sur 59 millions d'enfants hors système scolaire, 32 millions vivent dans cette région. Au niveau du primaire 18,8% n'ont pas accès à l'école dont 21,4% de filles.

Des enfants en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, 36,7% sont hors du système. Sur ce pourcentage 38,1% sont des filles. Quant aux enfants en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire, 57,5% sont hors système dont 60,5% de filles.

Somme toute, tous les enfants et adolescents hors système scolaire (cycle primaire, secondaire premier et deuxième cycles), représentent 31,2% dont 33,6% de filles.

Le rapport général du GPE souligne qu'en 2019, 19,2 % des enfants en âge d'être scolarisés au primaire de ses pays partenaires ne l'étaient pas. Dans les contextes de conflits et de fragilité, seulement 41 % des filles terminent le premier cycle du secondaire (GPE, 2020). L'UNESCO estime qu'en 2017, plus de 617 millions d'enfants et d'adolescents en âge de fréquenter le primaire et le premier cycle du secondaire (soit 6 sur 10) n'atteignent pas les niveaux de compétence minimum requis en lecture et en mathématiques.

Depuis trois décennies, les pays membres de la Fondation Karanta ont chacun expérimenté des solutions innovantes pour relever les défis liés à l'éducation non formelle (ENF). Ces expériences ont souvent, à plusieurs titres, concerné l'un ou l'autre des quatre thèmes retenus par le présent appel d'offre. L'on peut citer à titre d'exemples les écoles du village et les Centres d'Education Pour le Développement (CED) au Mali, les Centres d'Education pour Intégration (Burkina Faso, Mali) et les Centres d'Education Alternative (Niger, Burkina Faso), les centres NAFA ou écoles de la seconde chance (Guinée) et la stratégie des passerelles (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Niger, Sénégal). Ces différentes initiatives visent le renforcement de capacités des jeunes filles et garçons et de jeunes femmes à travers un enseignement bilingue et la formation qualifiante.

La volonté politique des pays membres de Karanta en vue de favoriser l'émergence d'une société de progrès, fondée sur l'effectivité des droits à l'Éducation Pour Tous (EPT) s'est particulièrement affichée à travers les différents engagements internationaux. Ces engagements se traduisent par l'adoption des résolutions et de décisions prises dans le cadre de l'Éducation Pour Tous (EPT), des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation (DNUA 2003-2012), de la Stratégie Continentale de l'Éducation pour l'Afrique (CESA 1625).

Conscients des obstacles que présente l'analphabétisme, les pays membres de la Fondation Karanta ont avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, conçu et mis en œuvre des programmes et des projets d'alphabétisation d'envergure, avec pour objectif fondamental, de réduire voire d'éradiquer l'analphabétisme.

Mais, au cours de ces dernières années, ces États ont connu un nombre croissant de crises résultant des situations de conflits, d'insécurité, de catastrophes naturelles ou de pandémies, rendant plus difficile la mise en œuvre de ces programmes et projets d'AENF sur le terrain.

Ainsi, des milliers d'adolescents et d'adultes dont le nombre ne cesse de croître sont privés d'éducation.

En septembre 2020, suite à la COVID-19 plus de 1,1 milliard d'enfants ne sont pas scolarisés dans le monde en raison des fermetures d'écoles. 274 millions d'enfants, dont 130 millions de filles des 39 pays partenaires du GPE ne partaient pas à l'école (GPE, 2020).

De nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest font face aujourd'hui à la persistance des effets destructeurs de la COVID-19, des conflits et de l'instabilité sur leurs systèmes éducatifs entraînant un nombre de plus en plus grand de non scolarisés et de déscolarisés.

Des enfants et jeunes sont confrontés à des défis de résilience dans leur cursus scolaire face à l'adversité causée par la Covid-19, les conflits armés et les catastrophes naturelles. Il est compréhensible que les personnes handicapées et les filles soient les plus touchées au regard de leur situation particulière. En effet, l'Afrique est le continent avec le plus fort taux d'exclusion et spécifiquement d'exclusion des filles. (ISU, 2019). Cependant, malgré leur nombre et leur diversité, très peu ont fait l'objet d'études voire de publications scientifiques. Il serait intéressant de savoir comment aider ceux qui risquent d'être doublement affectés à mieux saisir les opportunités pour s'insérer ou continuer les apprentissages.

Devant cette situation, les principales interrogations sont :

- les priorités des pays sont-elles suffisamment connues et prises en compte ?
- ne serait-il pas mieux d'éduquer le citoyen face à l'impératif de résilience ?
- ces pays ne doivent-ils pas adapter les stratégies éducatives aux besoins et au contexte de développement actuel et futur ?

En somme la stratégie de passerelle constitue une des réponses à ces différentes questions.

Sachant bien que dans un contexte où les approches traditionnelles ne peuvent pas contrer l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, des analyses profondes sont à mener. Aussi, tous les acteurs de l'éducation préoccupés par la recherche de solutions innovantes et capitalisables dans d'autres zones vivant des contraintes politiques et socio-économiques diverses se trouvent-ils interpellés.

La résilience se trouve dans des stratégies innovatrices (mutualisation des systèmes, efficience des programmes, choix du bi-multilinguisme, recours aux TIC...) à l'issue d'une recherche pour le développement.

D'ailleurs, les Chefs d'États de l'Union Africaine (UA) ont pris une décision en 2013 sur la nécessité pour l'Afrique de se doter de systèmes éducatifs holistiques, diversifiés, dans lesquels toutes les formes d'éducation sont d'égale dignité. Dans cette même dynamique, l'étude sur les stratégies d'alphabétisation en situation d'urgence et de crise de la Fondation Karanta (juillet-septembre 2020) et les travaux de l'ADEA sur le non-formel soulignent l'importance pour l'Education Non Formelle d'intégrer dans ses approches une politique volontariste en

matière d'égalité de genre, vu que ce sont les femmes qui souffrent le plus d'analphabétisme et de non accès à l'école.

La même réflexion, menée par la Fondation Karanta, a souligné les grandes perturbations au niveau des systèmes éducatifs dus aux effets de la COVID-19, des rebellions armées, des crises post-électorales, des conflits intercommunautaires, des frondes sociales et des catastrophes naturelles. Ces perturbations ont eu des effets exacerbés parmi les déplacés des conflits et également parmi les personnes en situation de précarité et de handicap. Les filles et les femmes sont les plus touchées.

Comme réponse à ces problématiques, le consortium fera une mise à essai en vue de proposer un plan de mise à échelle concernant la composante « Classes/centres passerelles » vers l'enseignement formel à travers le renforcement en alphabétisation et éducation non formelle, en enseignement bilingue et en pilotage politique, institutionnel et opérationnel des innovations.

2. Problème/problématique

La problématique que pose la présente recherche est articulée autour de l'analphabétisme des jeunes non scolarisés des pays membres de la Fondation Karanta âgés de 8 à 15 ans et la définition d'une stratégie destinée à améliorer leur apprentissage. Cette problématique sera examinée sous le triple aspect de l'identification de l'innovation, de son déploiement sous tous ses aspects méthodologiques, pédagogiques, rendement et de sa réplication dans d'autres pays de la Fondation Karanta et d'ailleurs.

3. Questions de recherche

La question principale de recherche est : les innovations et pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle contribuent-elles à la lutte contre l'analphabétisme et l'amélioration des acquis des apprenants en lecture, en calcul et dans les disciplines d'éveil (histoire et géographie) dans les pays membres de la Fondation Karanta en Afrique occidentale ?

Les questions subsidiaires sont :

- les innovations et pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle à visée scolaire produisent-elles les résultats escomptés dans les pays membres de la Fondation Karanta ?
- les innovations et les pratiques d'alphabétisation et d'éducation non formelle constituent-elles des stratégies d'enseignement et d'apprentissage qui répondent aux besoins d'éducation des jeunes non scolarisés âgés de 8 à 15 ans des pays membres de la Fondation Karanta ?

4. But de la recherche

Investiguer sur « *un nouveau modèle de classes passerelles pour améliorer l'apprentissage des enfants et des jeunes non scolarisés* » dans les six pays membres de la Fondation Karanta en Afrique Occidentale. Les pays en question sont le **Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal**

Il convient de noter que selon le protocole de recherche, le choix a été fait des innovations et des pratiques éducatives à étudier, analyser et documenter au niveau pays, en dépit du fait que

dans certains pays il n'existe qu'une ou deux innovations et pratiques à visée scolaire. Dans cet ordre d'idées, la Côte d'Ivoire étudiera ses deux initiatives existantes, le Burkina investiguera trois innovations/pratiques dont les centres SSA/P, la Guinée enquêtera sur l'initiative des centres NAFA, le Mali étudiera les CED plus les centres SSA/P. Quant au Niger, il analysera trois innovations/pratiques dont également les centres SSA/P et le Sénégal travaillera sur deux innovations et pratiques éducatives de son choix.

En ce qui concerne la Guinée, la recherche a porté sur les Centres NAFA. Elle a concerné trois des quatre régions naturelles¹ du pays : la Basse Guinée, la Moyenne Guinée et la Haute Guinée.

L'étendue de la présente recherche couvre trois (3) principaux champs :

- (i) d'abord, il étudie les pratiques et innovations en cours et détermine la mesure dans laquelle :
 - a) les pratiques et innovations sont renforcées par une modélisation et une mise à l'essai en vue de proposer une stratégie de mise à échelle à différents niveaux dans différents contextes politiques, économiques et culturels;
 - b) les impacts positifs de ces pratiques et innovations sont un incubateur à tous les niveaux de pilotage politique, institutionnel et opérationnel des systèmes éducatifs ;
 - c) les différentes parties prenantes sont impliquées à tous les niveaux.
- (ii) ensuite, le projet documente, de façon factuelle, l'effectivité du processus de modélisation de la pratique et innovation retenue, sa mise à essai et les stratégies de sa mise à échelle dans différents contextes.
- (iii) enfin, le projet apporte de nouveaux éléments pour les décideurs en charge de la gestion publique de l'éducation au plan politique, institutionnel et opérationnel et tous ceux impliqués dans la thématique du projet : communautés à la base, élus locaux et nationaux, cadres et agents des services techniques nationaux et déconcentrés.

5. Objectif général

Créer un nouveau modèle de centres/classes passerelles qui pourra être mis à l'échelle à l'avenir, de centres et de classes à passerelle pour intégrer/réintégrer les enfants et les jeunes non scolarisés et déscolarisés dans le système scolaire et améliorer leur éducation dans six pays membres de la Fondation Karanta.

6. Objectifs spécifiques

- générer des connaissances pour améliorer et étendre les pratiques et les innovations en matière d'éducation non-formelle pour l'intégration des enfants et des jeunes non scolarisés dans le système d'éducatif formel ;
- générer des connaissances pour améliorer l'alphabétisation et les compétences de base des enfants et des jeunes qui ne retourneront pas à l'école ;

¹ En opposition aux régions administratives

- générer, mettre à l'essai et proposer un plan de mise à l'échelle d'un modèle de centres et de classes à passerelle comme structures-cadres entre le centre d'alphabétisation ou d'éducation non formelle et l'enseignement primaire ou du début du secondaire, adapté au contexte de six pays d'Afrique de l'Ouest ; et
- renforcer la capacité institutionnelle et opérationnelle des parties prenantes pour l'expérimentation du modèle et la mise à l'échelle de l'innovation.

7. Résultats attendus

- des connaissances sont générées sur les pratiques et innovations éprouvées en matière d'Education Non Formelle et autres offres d'apprentissage souhaitables pour l'intégration des enfants et jeunes non scolarisé-e-s et déscolarisé-e-s dans le système éducatif formel ;
- un plan est proposé pour la mise à échelle du modèle de centres / classes à passerelle comme structures faïtières entre le centre d'alphabétisation et / ou d'éducation non formelle et l'enseignement primaire ou secondaire précoce adapté au contexte des pays concernés ;
- le renforcement des capacités requises de pilotage politique, institutionnel et opérationnel des parties prenantes pour tester le modèle et consolider l'innovation est assuré ;
- l'innovation est accessible, compréhensible et utile aux parties prenantes pour la prise de décision politique, institutionnelle et opérationnelle.

8. Présentation du pays en lien avec l'objet de la recherche

En République de Guinée, le système éducatif et de la formation comporte différents ordres d'enseignement qui sont le préscolaire, l'enseignement élémentaire, le premier cycle du secondaire (collège)², le deuxième cycle du secondaire (lycée), l'alphabétisation et l'éducation non formelle, la formation professionnelle et technique, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation. La gestion de ces ordres d'enseignement est répartie entre trois (3) Départements ministériels ayant des structures centrales et des services déconcentrés.

Le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A) est chargé du Préscolaire, de l'enseignement élémentaire, les premiers et deuxièmes cycles du secondaire, de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. En plus des services centraux, le MEPU-A a des structures déconcentrées aux niveaux régional, préfectoral et sous-préfectoral. Il s'agit respectivement des Inspections régionales de l'Éducation (IRE), des Directions préfectorales/communales de l'Éducation (DPE/DCE) et des Délégations Sous préfectorales de l'Éducation (DSPE).

Le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) est responsable de la formation professionnelle et technique. Les Inspections régionales et Directions Préfectorales de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, constituent les services déconcentrés du Ministère.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI) a en charge les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES), les Institutions de Recherche Scientifique (IRS) et les Centres de Documentation et d'Information (CDI).

² Il est envisagé la création de l'enseignement fondamental qui regroupera l'enseignement élémentaire et le premier cycle du secondaire

En ne retenant que le MEPU-A³, il convient de mentionner que le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A) a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'éducation préscolaire⁴, d'enseignement fondamental et secondaire, d'éducation morale et civique, d'alphabétisation, d'éducation non formelle et de la promotion des langues nationales.

Entre autres missions spécifiques dévolues à ce sous-secteur de l'éducation et de la formation, il y a lieu de noter :

- le développement de l'accès au préscolaire surtout en zone rurale ;
- l'amélioration de l'accès et l'équité dans l'enseignement ;
- l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages à tous les niveaux ;
- la Réduction de l'analphabétisme de la population à travers la mise en œuvre de stratégies et programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle ;
- le renforcement de la gouvernance de l'éducation.
- la promotion de l'équité, l'éducation inclusive, civique, environnementale, artistique et sportive.

Le système éducatif guinéen⁵ commence par l'enseignement préscolaire qui a pour objectifs de préparer les enfants à l'enseignement primaire tout en favorisant leur épanouissement. Il concerne les enfants de 3 à 5 ans pour un encadrement qui dure 3 ans. Il est pratiqué dans les écoles maternelles et les centres d'encadrement communautaire.

L'enseignement primaire vise le développement des compétences de base chez l'enfant et le prépare au 1er cycle du secondaire ou à une formation technique et professionnelle post-primaire⁶. Depuis l'Arrêté Ministériel N° 1236/MEPU-A/CAB/2015 du 2 Novembre 2015, ce niveau d'enseignement peut désormais accueillir les enfants à partir de 6 ans au lieu de 7 ans auparavant pour une durée de scolarisation de 6 ans. Les niveaux d'enseignement sont le cours préparatoire (CP1 et CP2, le cours élémentaire (CE1 et CE2, le CM1 et CM2). Le cycle est sanctionné par un Certificat d'Etudes Élémentaires (CEE).

Le premier cycle de l'enseignement secondaire vise à consolider les acquis de l'enseignement primaire et à préparer les élèves au second cycle du secondaire ou la formation technique et professionnelle. L'âge officiel d'accès à cet ordre d'enseignement est de 13 ans. D'une durée de 4 ans, de la 7^{ème} à la 10^{ème} année, il est sanctionné par le Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC). Au regard des dispositions de l'arrêté N° 1236/MEPU-A/CAB/2015 du 2 Novembre 2015, l'âge légal d'accès au secondaire devrait passer de 13 à 12 ans et la population scolarisable de 12- 15 ans au lieu de 13- 16 ans.

Le second cycle de l'enseignement Secondaire accueille les élèves titulaires du BEPC et a pour finalité de les préparer aux études supérieures. L'âge officiel d'accès est de 16 ans pour une durée de 3 années de scolarité. Il couvre les niveaux d'études de la 11^{ème} année à la Terminale.

³ Les questions d'alphabétisation et d'éducation non formelle relèvent de ce Département

⁴ Le préscolaire autrefois sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales et de Protection de la Femme a été transféré au MENA en Août 2016 par le même décret portant création de ce ministère.

⁵ ProDEG

⁶ A l'exception de l'ETFP type A qui est accessible seulement après le collège, le post primaire permet entre autres de moderniser l'apprentissage, d'appuyer le secteur informel et d'offrir une alternative aux jeunes finissants le cycle primaire ou qui abandonnent avant la fin du cycle

Il est sanctionné par le Baccalauréat Unique, diplôme requis pour l'accès à l'enseignement supérieur ou la formation technique et professionnelle de type B.

L'Éducation Non Formelle (ENF) cible les enfants non scolarisés ou déscolarisés âgés de 9 à 14 ans.

L'alphabetisation concerne les personnes âgées de 15 ans ou plus. Une campagne d'alphabetisation se déroule sur une année et comprend les phases suivantes : la sensibilisation qui dure un mois, la phase d'alphabetisation proprement dite pour 7 mois et qui est sanctionnée par une attestation d'alphabetisation. Les adultes ayant réussi suivent la phase de post-alphabetisation pour une durée 3 mois qui a pour objectif de consolider leurs acquis.

8.1 ENFANTS HORS DE L'ÉCOLE

De nombreux enfants et jeunes guinéens sont en dehors du système éducatif. Selon l'Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2016, environ 1,6 million d'enfants et jeunes guinéens entre 5 et 16 ans (soit 44 % de cette tranche d'âge) sont en dehors du système éducatif.

Si certains de ces enfants peuvent accéder un jour à l'école, les informations disponibles montrent que l'accès au CP1 se fait jusqu'à 13 ans, d'autres n'auront jamais cette chance. En effet, selon les données de la même enquête, jusqu'à 40 % des guinéens âgés de 5 à 24 ans n'ont jamais été scolarisés. Parmi les raisons principales évoquées pour rendre compte de cet état des choses, le retard dans l'accès à l'école est souvent considéré comme un premier facteur favorisant l'abandon précoce des élèves, en particulier chez les filles. En effet, ces dernières atteignent l'âge au mariage alors qu'elles sont encore dans les classes fondamentales et sont forcées de quitter le système. Pour rappel, la Guinée est le deuxième pays de l'Afrique de l'Ouest, après le Mali, où la proportion de filles mariées ou en couple avant 15 ans est la plus élevée⁷. Chez les garçons, des questions de coût d'opportunité entre les exigences de la vie (nécessité de se prendre en charge ou aide à la famille) et la poursuite des études concourent parfois à leur abandon précoce à partir d'un certain âge.

La non-scolarisation touche davantage les filles, les enfants ruraux, les enfants des familles à faible revenus et ceux des régions de Faranah, Kankan et Labé.

En Guinée, le risque de n'avoir jamais été scolarisé est relativement plus élevé pour les filles. En effet, les résultats issus de l'enquête MICS 2016 indiquent que si, chez les 5-16 ans, deux personnes sur cinq (soit 40 %) n'ont jamais été scolarisées, cette proportion est de 43 % chez les filles et de 38 % chez les garçons. Par ailleurs, les filles représentent 52 % des 5-16 ans n'ayant jamais été scolarisées.

La population rurale concentre une forte proportion de la population jeune n'ayant jamais été scolarisée avec 53 % d'enfants âgés de 5-16 ans vivant en milieu rural n'ayant jamais été scolarisés contre 18 % en milieu urbain, alors que les enfants des milieux urbains ne représentent que 42 % de ce groupe d'âge. Par conséquent, les jeunes vivant en milieu urbain et non scolarisés ne représentent que 16 %, les 84 % restant vivant en milieu rural.

L'examen des quintiles de revenu montre que les enfants issus des familles les plus pauvres ont plus de risque de n'avoir jamais été scolarisés. En effet, le risque des enfants de 5 à 16 ans

⁷ ProDEG, pages 12 et 13

de n'avoir jamais fréquenté l'école est estimé à près de 64 % pour les enfants des familles appartenant au quintile le plus pauvre (Q1), contre 13 % pour les enfants des familles appartenant au quintile le plus riche (Q5). Le quintile le plus pauvre regroupe à lui seul le tiers (33 %) des enfants et jeunes de 5 à 16 ans n'ayant jamais été scolarisés. Cette proportion augmente à 59 % pour les 40 % les plus pauvres (Q1 et Q2 réunis). Les enfants issus du cinquième quintile de richesse ne sont que 6 % des non scolarisés.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La revue littéraire est l'ensemble des étapes permettant de chercher, identifier et trouver des documents relatifs à la problématique par l'élaboration d'une stratégie de recherche. Elle est donc une étape très importante dans le processus de recherche. A cet égard, une attention particulière a été accordée à cette partie. La recherche documentaire nous a permis de nous informer sur les résultats de recherches déjà effectuées avant sur le même sujet en vue d'en faire une synthèse complète, critique, holistique et approfondie.

La revue documentaire présente plusieurs avantages. En effet, elle :

- permet de faire le point sur l'état des connaissances générées sur le sujet de recherche qui a fait l'objet d'investigation préalable par la communauté des chercheurs ;
- permet de mettre en lumière et de faire le point des résultats obtenus dans le cadre de ces divers travaux de recherche.
- donne la possibilité au chercheur de limiter le champ de sa propre recherche et d'anticiper la contribution tant théorique que pratique qu'il compte apporter à la base de connaissances déjà constituées sur le sujet.

Il est important de souligner qu'il existe une manière tout à fait méthodique de faire la revue documentaire d'un sujet de recherche. C'est donc une sorte de procédé synthétique. Pour cette recherche il a été question pour nous de :

- ✓ présenter la problématique que la recherche tente d'élucider (cette problématique doit être celle présentée et abordée dans la section problème et problématique du protocole) ;
- ✓ présenter et analyser les objectifs de la recherche en question ;
- ✓ présenter l'approche méthodologique utilisée dans la recherche ;
- ✓ présenter l'échantillon sélectionné ;
- ✓ commenter l'instrument de mesure ou les outils de collecte de données utilisés ;
- ✓ aborder la collecte de données ;
- ✓ informer sur les techniques d'analyse de données utilisées ;
- ✓ présenter les résultats obtenus ;
- ✓ présenter les conclusions auxquelles la recherche a abouties ; et enfin
- ✓ partager les implications théoriques et pratiques de la recherche pour l'éducation et/ou le système éducatif.

Il convient de noter que la recherche scientifique contribue à la qualification des savoirs universels. Par la revue de la littérature, une lecture exploratoire est de mise pour explorer les résultats dans des ouvrages traitant de la thématique, objet de recherche. En ce qui concerne l'initiative des Centres NAFA, la littérature n'est pas très abondante. Toutefois, nous donnons ci-dessous quelques résultats de travaux auxquels nous avons pu accéder. Il s'agit notamment des documents suivants :

- Le RESEN (2018)
- Le ProDEG (2019)
- Les Rapports de performance (de 2016 à 2020)
- Le rapport sur l’initiative Post-NAFA (2003)

Les descriptions ci-dessous sont inspirées de ces principaux documents.

1.1 Centres NAFA

Les centres NAFA, offrent une deuxième chance aux enfants déscolarisés, leur permettant de suivre en un temps réduit un cursus comparable à un enseignement primaire. L’effectif de leurs apprenants, après avoir fluctué longtemps autour de 6 000, est en baisse continue depuis 2011. Cette baisse s’est accentuée à partir de 2014 avec le retrait des enseignants publics (payés par le Ministère de l’Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales) des centres NAFA, consécutif à leur passage sous la tutelle du Ministère en charge du pré-universitaire. La difficulté de la prise en charge des salaires des animateurs par les communautés après le retrait des animateurs principaux, combinée à la maladie à virus Ebola, a fini par réduire à néant les maigres efforts effectués par le passé pour donner une seconde chance d’éducation/de qualification aux enfants précocement déscolarisés.

En 2016, les centres NAFA n’accueillaient que 2 710 enfants, une goutte d’eau par rapport à leur population cible (voir la *section 3* sur les enfants en dehors du système).

Enfin, les effectifs de l’alphabétisation évoluent de façon irrégulière. La campagne de 2016 avec 75 884 apprenants constitue un record sur les sept dernières années. Cet effectif était réparti en 52 334 adultes en alphabétisation initiale (69 % de l’effectif) et 23 550 individus (31 %) en post- alphabétisation.

1.2 Le statut scolaire des 5-24 ans, les jeunes en dehors du système scolaire et l’évolution de l’offre éducative

L’enquête MICS⁸ réalisée en Guinée entre août et novembre 2016 auprès d’un échantillon de 8081 ménages dispose d’un volet éducation qui fournit des informations intéressantes. Leur exploitation permet de compléter les analyses précédentes effectuées à partir des données administratives. En effet, le module éducation permet de savoir si les individus âgés de 5 ans et plus ont été scolarisés ou non, et pour ceux qui sont scolarisés (scolarisation antérieure et actuelle) quel est le niveau le plus élevé ou la classe la plus élevée qu’ils ont atteint.

Comme mentionné *supra*, l’arrêté ministériel N° 1236/MEPU-A/CAB/2015 du 2 novembre 2015, visant à redynamiser l’accès après la maladie à virus Ebola, autorise désormais les écoles primaires publiques à accueillir les enfants à partir de 6 ans au lieu de 7 ans auparavant. S’il faudra un peu de temps pour apprécier les résultats d’une telle décision, il est intéressant de noter que même à l’âge de 7 ans, très peu d’enfants guinéens vont à l’école.

⁸ *Enquête en grappes à indicateurs multiples*

D'après le MICS 2016, si 56 % des inscrits au CP1 au cours de l'année scolaire 2015-2016 avaient entre 5 et 7 ans, ils étaient à peine 30 % à avoir l'âge officiel, et 44 % avaient plus de 7 ans. Ainsi, si on a des entrées précoces dans le système, il existe également une proportion importante d'élèves en retard sur l'âge officiel soit parce qu'ils sont inscrits pour la première fois à l'école après l'âge de 7 ans ou pour cause de redoublements. Une proportion non négligeable (5,6 %) d'enfants au CP1 a même plus de 10 ans. Au fil des années, les entrées tardives, combinées le plus souvent à la fréquence des redoublements, accentuent les retards sur les âges officiels des différentes années d'études. Ainsi, dans la classe de CM2, accueillant officiellement les enfants de 12 ans, plus des trois quarts (77 %) des élèves ont plus de 12 ans avec une proportion non négligeable au-delà de 15 ans.

Le deuxième résultat fort qui ressort des données du MICS est le faible niveau d'instruction de la jeunesse et du capital humain de la Guinée de façon générale. En effet, parmi les 5-24 ans, 40 % n'ont jamais été scolarisés avec des taux de non-scolarisation plus élevés chez les moins de 8 ans, conséquence de l'entrée tardive des enfants guinéens à l'école et chez les plus de 18 ans, en partie à cause du faible développement du système éducatif guinéen il y a de cela quelques années. En ce qui concerne les 60 % qui ont été scolarisés, 9 % avaient déjà quitté le système, c'est-à-dire qu'ils n'étaient plus scolarisés au moment de l'enquête en 2016. Ainsi, en 2016, seulement un peu plus de la moitié (51 %) des 5-24 ans était scolarisée, avec évidemment une grande variabilité selon les âges. Du fait de la dynamique des scolarisations, la population jeune (8-17 ans) avait un niveau de scolarisation plus élevé que la population plus âgée.

En 2016, le nombre d'enfants âgés de 5 à 16 ans en dehors du système scolaire était évalué à 1,6 million, soit 44 % de cette tranche d'âge. Parmi ces enfants, on estime à 90 % (soit 1,4 million, 40 % des 5-16 ans) la proportion de ceux qui n'ont jamais été scolarisés et à 10 % (163510, 4 % des 5-16 ans) la proportion de ceux qui ont été scolarisés mais ont quitté le système précocement.

Par ailleurs, la tranche d'âge 9-14 ans, cible prioritaire des centres NAFA, enregistre une proportion d'enfants hors école de 35 %, soit près de 606 000 enfants, effectif dépassant de loin les 2 700 enfants que les centres NAFA arrivaient à scolariser en 2016. Cet écart entre les besoins et les capacités d'accueil des centres NAFA ainsi que la perspective de fournir un enseignement de base de qualité à toute la population guinéenne nécessitent de mettre en place des offres alternatives d'éducation et de formation ciblant prioritairement ces jeunes.

1.3 Rappel des statistiques des centres NAFA

Des initiatives en faveur des sorties précoces et des déscolarisés sont mises en œuvre aussi bien au niveau du Pré-universitaire, qu'au niveau du technique et professionnel. Ici, il n'est décrit que les initiatives qui concernent le pré universitaire. Une analyse profonde permet de constater une faible efficacité desdites initiatives.

Cette analyse porte sur les aspects suivants : (i) les capacités d'accueil des centres NAFA ; (ii) les effectifs inscrits dans ces centres NAFA et (iii) la situation des encadreurs dans les Centres.

Les capacités d'accueil des centres NAFA

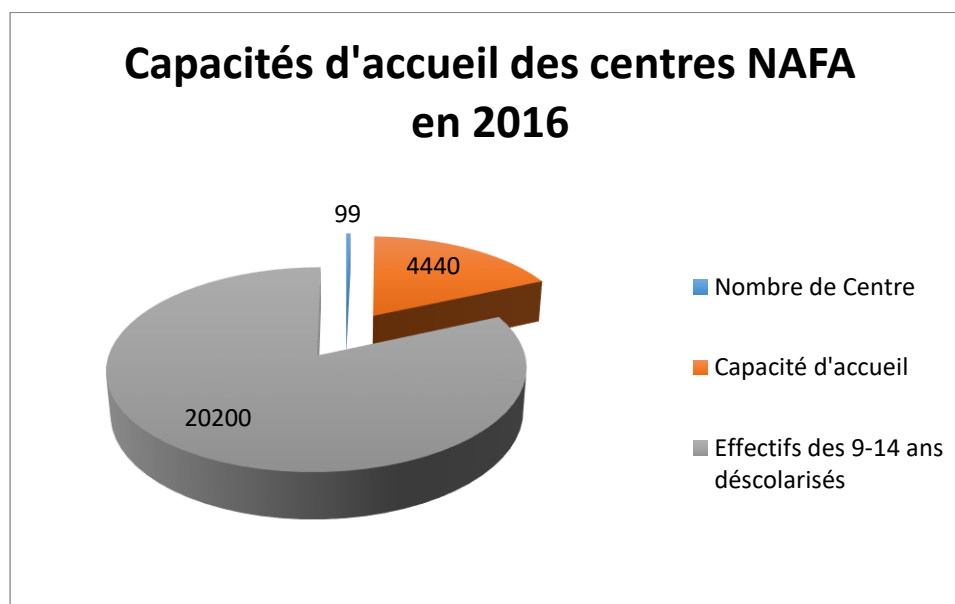
Les « centres NAFA » récupèrent les jeunes de 10-14 ans déscolarisés et non scolarisés et les préparent soit à rejoindre le formel soit à s'insérer dans le tissu professionnel de la communauté.

Les capacités d'accueil des centres NAFA du Pays en 2016 sont données dans les tableaux et graphique 1 ci-dessous :

Tableau 1: Capacité d'accueil des centres NAFA en 2016

Désignation	TOTAL
Nombre de Centres	99
Capacité d'accueil	4 440
Effectifs des 9-14 ans déscolarisés en 2016	20 200

Graphique 1: Capacités d'accueil des centres NAFA



Source : ProDEG, 2019

Il ressort que les capacités sont très faibles au regard de l'importance des besoins en la matière

✓ Évolution du nombre d'inscrits dans les centres NAFA, de 2012 à 2016

Les effectifs inscrits dans les centres NAFA de 2012 à 2016 sont donnés dans le tableau 2 ci-dessous

Tableau 2: Évolution des effectifs des centres NAFA de 2012 à 2016

Sexe	2012	2013	2014	2015	2016
Garçons	1 200	843	1 041	577	527
Filles	4 443	4 720	4 555	2 363	2 183
Total	5 643	5 563	5 596	2 940	2 710

Source : RESEN, 2019

Les effectifs des inscrits décroissent d'année en année. Il ressort que les stratégies pour remplir les centres NAFA ont des limites. Par ailleurs, on constate une disparité entre fille et garçons. La cause pourrait être la nature des filières qui sont actuellement plus féminines que masculines.

✓ Situation des encadreurs dans les centres NAFA

Le tableau 3 ci-dessous renseigne les disparités dans l'allocation des encadreurs des centres NAFA

Tableau 3: Disparité dans l'allocation des animateurs des centres

N°	Désignation	Effectifs
1	Apprenants	2 710
2	Animateurs	178
3	Ratio élève/animateur	17

L'absence d'un encadrement suffisant est à souligner. En effet, eu égard à la capacité d'accueil des centres de 20 200 apprenants, il faut 673 animateurs avec un ratio/animateur de 30 apprenants. De nos jours, il n'existe que 178 animateurs

Par le passé, les problèmes d'animateurs étaient réglés par le détachement d'enseignants du formel dans les années 2010. Une note de service du SG/MEPU-A du mois de Juin 2017 invite les DPE à mettre à la disposition des NAFA des personnels. Il y a des moniteurs dans les localités en ce qui concerne le volet de formation professionnelle. Ils sont pris en charge par les centres mêmes. Le FOCEB a équipé 108 centres de matériel didactiques. Ils finissent avec des attestations. Les initiatives « POST-NAFA » ont débuté mais n'ont pas été poursuivies.

Cependant, le problème de la diplomation des sortants des centres « NAFA » existe, à cause d'un faible lien avec la formation professionnelle et technique qui délivre le CQP. Il est bon de réfléchir sur comment délivrer le CQP au sortant des centres NAFA.

Par ailleurs, d'autres mesures sont prises mais ne sont pas efficaces. Il s'agit entre autres des stratégies d'alphabétisation et des interventions de certaines ONG.

Pour s'attaquer à cette problématique, il est envisagé de :

- ✓ dynamiser les comités de gestion de l'école avec intégration des parents ;
- ✓ capitaliser sur les actions menées par certains partenaires pour maintenir les apprenants notamment le projet « FIERE : Filles Éduquées Réussissent » soutenu par la GIZ ;
- ✓ accroître les programmes d'alphabétisation (les nombres de bénéficiaire des programmes d'alphabétisation par rapport au stock) ;
- ✓ dynamiser les deux grands programmes au niveau national : Programme National d'Alphabétisation avec l'État (le faire) et Programme avec les ONG (le faire faire).

Accès à l'éducation non formelle⁹ : RAP 2020

Face à l'importance du nombre d'enfants hors école, un accent particulier sera accordé à l'éducation non formelle. Elle cible les enfants de 9-14 ans déscolarisés et jamais scolarisés et constitue par là une école de seconde chance pour ses enfants. Ainsi, pour permettre à ses enfants de continuer leur scolarité dans l'enseignement formel, il est envisagé de développer des classes accélérées.

Tableau 4: Indicateurs d'AENF en 2020

Indicateurs	Cibles 2020	Réalizations 2020			Écart	Observations
		T	F	G		
Nombre d'apprenants dans les centres NAFA	2 800	3365	2743	622	+ 565	Cible atteinte
Taux de filles dans les effectifs totaux du non formel	67,4%	81,51%			+14,11%	Cible atteinte
Ratio apprenants par salle d'activité	41	31			-10	Amélioration du ratio d'encadrement par salle d'activité

Source : Extrait cadre de résultats 2020 du ProDEG Annuaire Statistiques BSD/MENA/2020

Les ¾ des indicateurs liés à l'accès à l'éducation non formelle ont été atteints bien avant la crise politique de 2020 en témoigne le taux d'accroissement des effectifs des apprenants de centres NAFA et l'écart entre cible et réalisation. On note en outre, une nette amélioration du ratio d'encadrement par salle dû en partie aux interventions et investissements antérieurs des acteurs (Etat guinéen, partenaires techniques, sociaux et financiers). Au plan de l'alphabétisation, l'ouverture de 50 centres ICRA NKO à Kankan a permis d'enrôler 1562 adultes dont 600 femmes.

Quelques données statistiques des centres NAFA¹⁰

De leur création en 1994 à 2007, les données suivantes ont été enregistrées :

⁹ Source Rapport Annuel de Performance du Système éducatif et de la formation

¹⁰ Source : Centre NAFA ou Ecole de la seconde, sous-programme SPD, Décembre 2007

- **Apprenant-e-s ayant terminé leurs études** : Vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt (29.280).
- **Passerelle 2007**

Après les évaluations des apprenant(e)s à la fin de l'année 2007, les résultats ci-après ont été enregistrés dans le cadre des passerelles vers le formel :

- Primaire: 311 dont 228 filles
- Collège: 16 dont 15 filles
- Lycée: 2 dont 2 filles
- Total: 329 dont 245 filles

- **Évaluation des apprenant(s)**

En général, depuis la création des centres Nafa en 1994 jusqu'en 2007, les statistiques des apprenant-e-s évalué-e-s se présentent ainsi qu'il suit :

- Primaire: 1 045 dont 815 filles
- Collège: 1 086 dont 795 filles
- Lycée: 169 dont 122 filles
- Ecole professionnelle: 15 dont 14 filles
- Université: 18 dont 9 filles
- Total: 2.662 dont 1.755 filles

- **Installation :**

- ✓ Aux centres Nafa : 73 dont 69 filles à travers les filières opérationnelles.
- ✓ Ailleurs: 178 dont 147 filles

Total: 251 dont 218 filles

- **Emplois :**

- ✓ Publics : 7 dont 6 filles, domaines éducation, habitat.
- ✓ Privés : 221 dont 76 filles, domaines technologie, prestation de service.

Total : 228 dont 82 filles

II. METHODOLOGIE

2.1 Approche méthodologique

La méthodologie de la présente recherche s'appuie sur deux traditions de recherche qui se confondent avec deux approches distinctes à savoir, l'approche quantitative et celle qualitative.

L'approche quantitative met en grande partie, l'accent sur l'usage de données quantifiables donc mesurables qui sont collectées, traitées, analysées et utilisées pour démontrer, à travers une démarche scientifique rigoureuse, une hypothèse de recherche ou encore pour vérifier la véracité d'un phénomène donné. L'étude quantitative a produit des indicateurs qui permettent de mesurer les variables intéressant particulièrement la recherche. Pour les besoins de notre recherche, l'approche quantitative a été appuyée par le logiciel KOBO

Quant à l'approche qualitative, elle a été utilisée dans le but de mieux comprendre le phénomène social donné. Pour cela, on s'est basé sur les observations participatives ou autres, les entretiens individuels ou collectifs et les focus groupes, l'expression des opinions, avis et points de vue des sujets de recherche.

La validité des deux approches méthodologiques est reconnue par la communauté des chercheurs si les procédures appropriées sont choisies et respectées par le chercheur pour conduire sa recherche. Par conséquent, chacune des deux approches peut être valablement utilisée comme méthode de recherche et les résultats obtenus sont crédibles, fiables et reconnus par la communauté des chercheurs. L'application stricte de chacune des deux approches peut conduire à l'établissement d'évidences scientifiques concernant la connaissance d'un phénomène. Toutefois, il est important de signaler que la validité et la crédibilité des conclusions et résultats d'une recherche dépendent du respect par le chercheur de toutes les étapes de la recherche et de l'application des normes de recherche qui sont liées à la nature de la thématique, à la conduite de la recherche, à son objet, à son sujet et à son niveau.

1. Outils de collecte de données

Conformément aux deux approches, deux types d'outils ont été utilisés pour les besoins de collecte des données. Ce sont :

2.1 Outils d'analyse qualitative

1. Guide d'entretien individuel élu local
2. Guide d'entretien individuel administrateur
3. Guide d'entretien individuel apprenant
4. Guide d'entretien individuel COGES/APEAE/AME
5. Guide entretien individuel enseignant

2.2 Outils d'analyse quantitative sur KOBO

1. Questionnaire Administrateurs et Gestionnaires
2. Questionnaire Enseignants
3. Questionnaire Parents d'élèves
4. Questionnaire Apprenants

2. Echantillonnage

Comme mentionné ci-dessous, la présente recherche sur les centres NAFA a couvert trois subdivisions géographiques du pays : Basse, Moyenne et Haute Guinée. Pour ces régions les inspections régionales de l'éducation (IRE) touchées ont été les suivantes : Conakry, Kindia, Labé, Boké, Kankan et Faranah.

Conformément aux TDR de la recherche, l'échantillon, couvre deux catégories d'acteurs et de bénéficiaires. La première est composée des groupes cibles suivants : les apprenant-e-s, les enseignant-e-s, les comités de gestion, les services déconcentrés de l'éducation, les autorités territoriales et communales, les familles des apprenants (parents ou tuteur), les autorités coutumières et les leaders d'opinions au niveau communautaire ainsi que des personnes ressources.

À ce niveau, l'échantillon ci-dessous a été constitué :

- ✓ 12 localités ;
- ✓ 32 apprenant-e-s
- ✓ 11 administrateurs
- ✓ 22 élus locaux
- ✓ 24 enseignant-e-s
- ✓ 35 du COGES/APEAE

Le tableau 5 ci-dessous donne la liste des centres/Sites touchés

Tableau 5: Liste des sites touchés

N°	Centres	DPE/DCE	IRE
01	Centre NAFA Enta Nord	Matoto	Conakry
02	Centre NAFA Sangarédi	Boké	Boké
03	Centre NAFA CU Boffa	Boffa	Boké
04	Centre NAFA CU Sabèndè 1	Fria	Boké
05	Centre NAFA Koriah	Coyah	Kindia
06	Centre NAFA Tanènè	Dubréka	Kindia
07	Centre NAFA Maférinyah	Forécariah	Kindia
08	Centre NAFA Tamagaly	Mamou	Mamou
09	Centre NAFA Kebaly	Dalaba	Mamou
10	Centre NAFA Hindé	Labé	Labé
11	Centre NAFA Laya Solima	Faranah	Faranah
12	Centre NAFA CU Kankan	Kankan	Kankan

Source : Compilation de l'auteur

3. Collecte de données/visites de terrain :

a. Préparatifs

Des contacts ont été pris avant les visites de terrain pour la collecte des données. A ce titre, des ordres de mission ont été délivrés à toutes les équipes de terrain par l'autorité administrative. Aussi, des contacts ont été pris avec les responsables des douze (12) centres/sites.

b. Formation des enquêteurs

Elle a eu lieu suite à la sélection des enquêteurs, au nombre de 6 respectant la parité entre les membres du consortium d'une part et l'équité genre d'autre part. La liste des enquêteurs et leurs contacts sont donnés en annexe.

La Formation des enquêteur-e-s avait pour objectifs de :

- a. s'informer sur le protocole de recherche ;
- b. s'approprier les outils de collecte des données ;
- c. s'approprier le logiciel KOBO pour son utilisation à travers les smartphones à l'effet de collecter les données quantitatives de l'enquête.

Dans la mesure du possible l'échantillonnage par site devrait comporter :

- 1 enseignant/animateur par centre NAFA ;
- 3 membres des COGES de chacune des structures dont au moins une femme ;
- 5 membres d'AME là où cette structure existe dont la présidente ;
- 5 membres d'APEAE dont le/la président(e) ;
- les responsables principaux des services éducatifs déconcentrés ;
- un/une chargé-e de suivi pédagogique ;
- l'autorité coutumière de chacune des localités enquêtées ;
- 2 leaders d'opinion dans chacune des localités enquêtées (homme et femme autant que possible) ;
- les maires des municipalités dont relèvent les localités enquêtées ou (2 conseillers municipaux dont obligatoirement celui ou celle en charge de l'éducation) ;
- 3 ONG/PTF appuyant la mise en œuvre de l'innovation (Centre NAFA).

Le rapport de la session de formation des enquêteurs est donné en annexe

c. Conduite

Suite à la formation des enquêteurs, le déploiement sur le terrain s'en est suivi selon les axes planifiés auparavant. Les enquêtes se sont déroulées dans de meilleures conditions. Pour la réussite des activités les mesures suivantes furent adoptées :

- chaque équipe devrait mener des entretiens en utilisant les guides, élaborés à cet effet, et remplir les questionnaires KOBO installé dans les smartphones ;
- signaler au chercheur national toute difficulté susceptible d'impacter l'enquête ;
- harmoniser les échantillons des personnes à enquêter ;
- Assurer le remplissage du formulaire de consentement si requis.

Les équipes, avant le démarrage des enquêtes, ont pris contact avec les responsables des structures concernées et ont adopté un programme de visite, en envisageant, bien entendu, des possibilités d'adaptation en fonction des circonstances.

d. Leçons apprises

Nonobstant quelques difficultés de parcours, il y a lieu de noter tout l'intérêt des personnes rencontrées ainsi que leur franche collaboration qui ont permis de mener à bon port les missions de collecte de données.

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

3.1 Des Statistiques

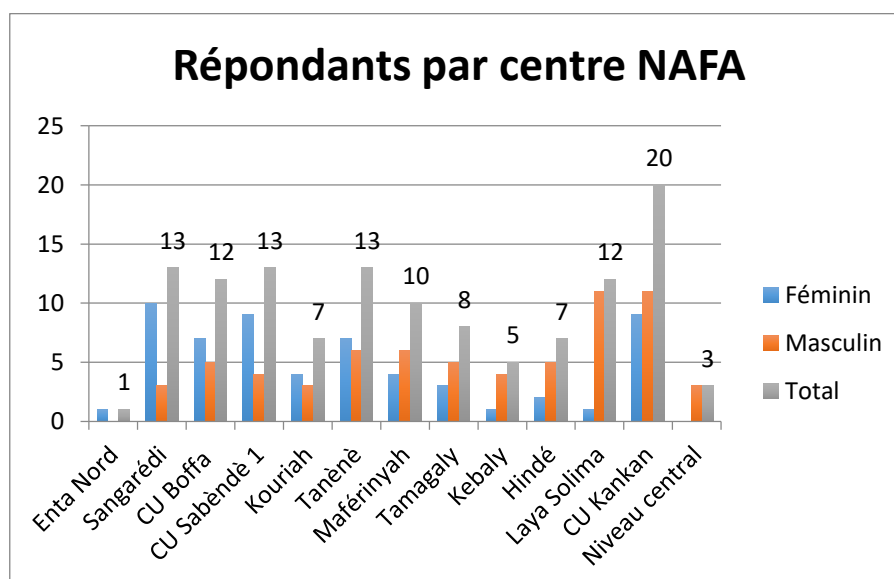
Les tableaux 6-7 et les graphiques 2,3,4 et 5 ci-dessous illustrent les statistiques des répondants

Tableau 6: Statistiques des répondants par centre NAFA

N°	Echantillon	Féminin	Masculin	Total
1.	Enta Nord	1	0	1
2.	Sangarédi	10	3	13
3.	CU Boffa	7	5	12
4.	CU Sabèndè 1	9	4	13
5.	Kouriah	4	3	7
6.	Tanènè	7	6	13
7.	Maferinyah	4	6	10
8.	Tamagaly	3	5	8
9.	Kebaly	1	4	5
10.	Hindé	2	5	7
11.	Laya Solima	1	11	12
12.	CU Kankan	9	11	20
13.	Niveau central	0	3	3
Total		58	66	124

Source : Compilation de l'auteur sur la base des rapports d'enquête

Graphique 2: Graphiques des répondants par centre NAFA



Graphique 3 : Echantillon par genre

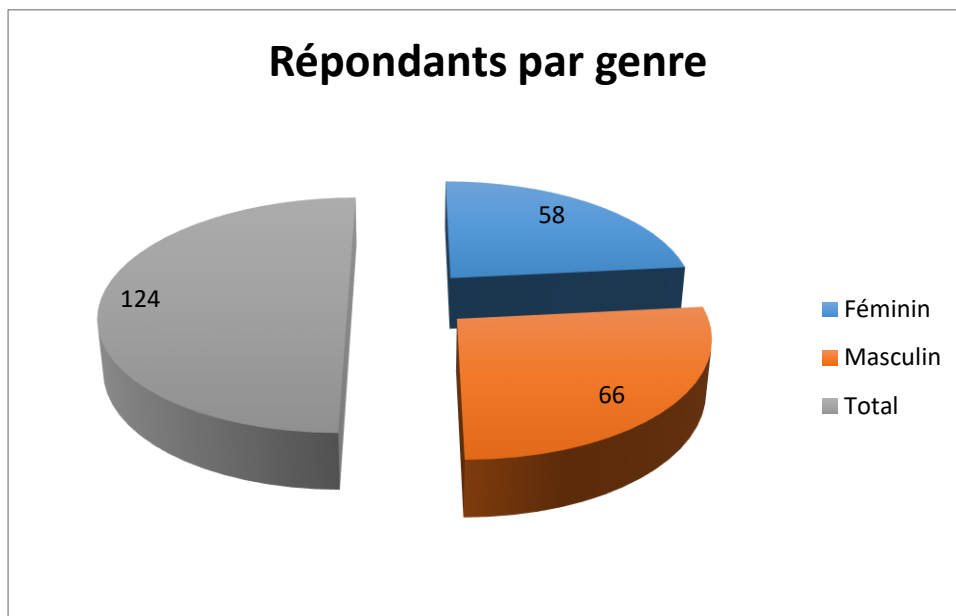
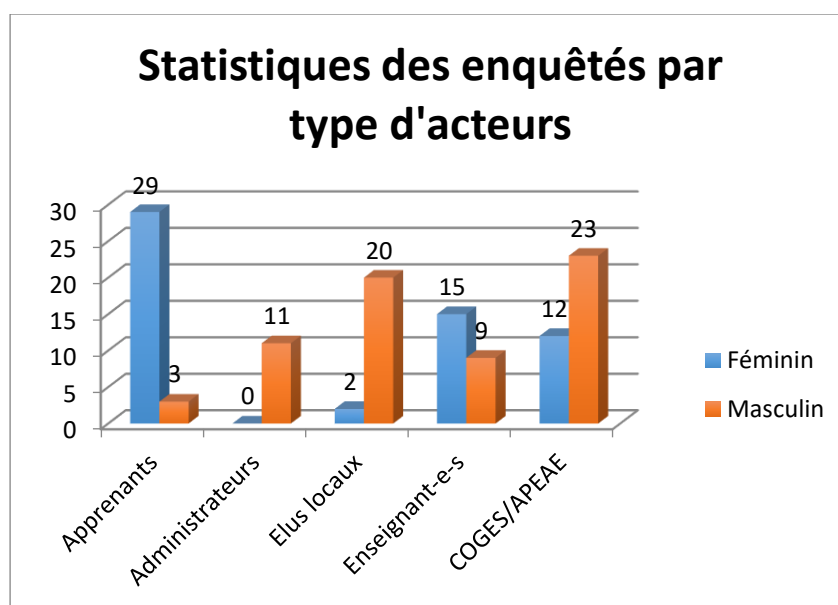


Tableau 7 : Echantillon par acteurs

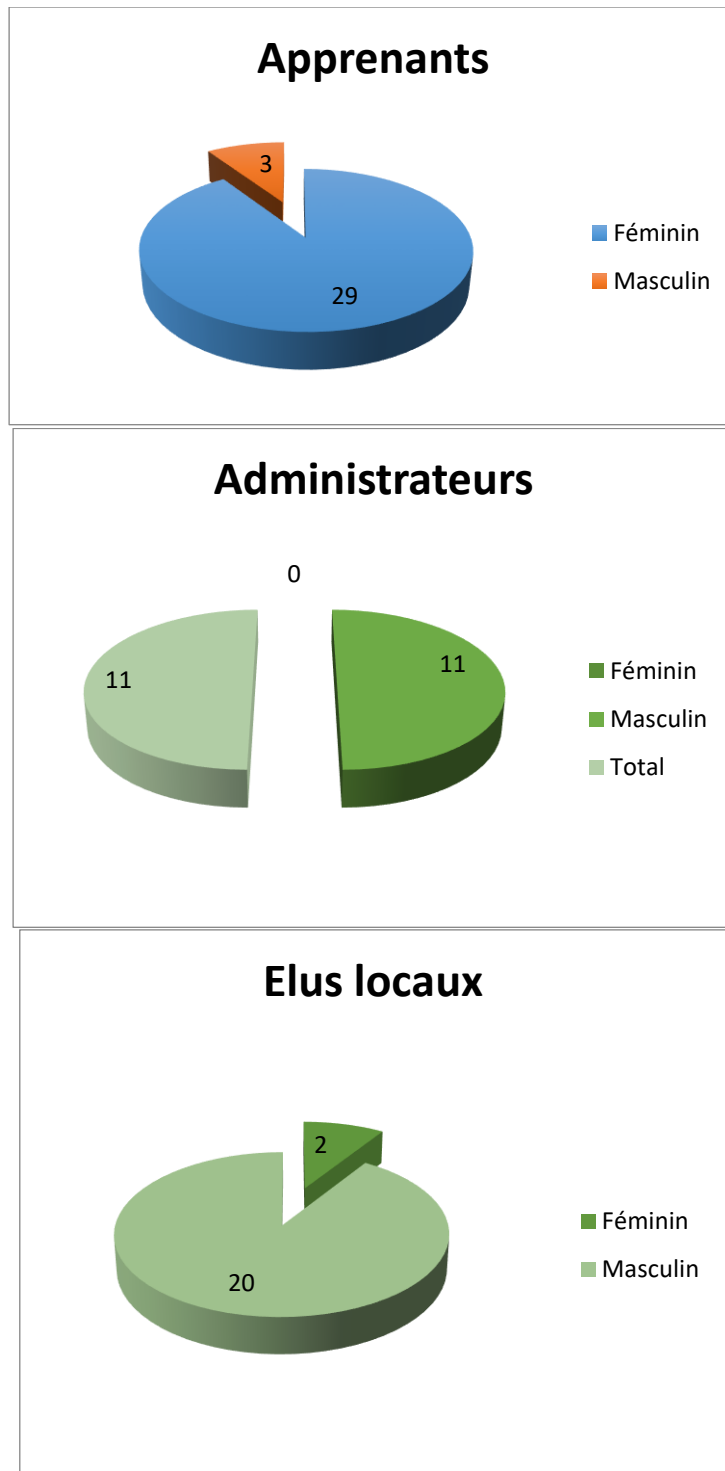
	Féminin	Masculin	Total
Apprenants	29	3	32
Administrateurs	0	11	11
Elus locaux	2	20	22
Enseignant-e-s	15	9	24
COGES/APEAE	12	23	35
TOTAL	58	66	124

Source : Compilation de l'auteur sur la base des rapports d'enquête

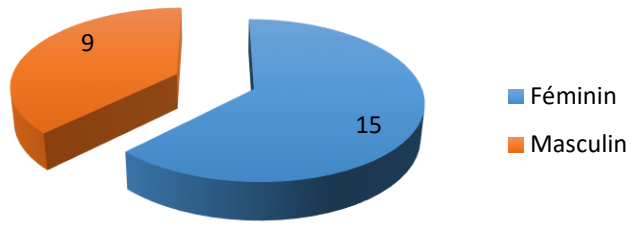
Graphique 4: Enquêtés par type d'acteurs



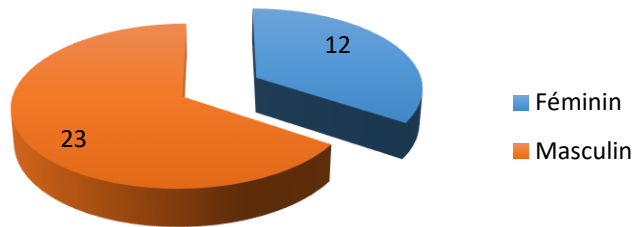
Graphique 5 : Echantillon désagrégé par genre



Enseignant-e-s



COGES/APEAE



3.2 Résultats d'analyse quantitative

Sur la base du logiciel KOBO, la synthèse des données est présentée dans les tableaux ci-dessous en fonction des outils utilisés :

Outil 1 : Synthèse des résultats KOBO/Administrateurs

Effectif : 20 (75% Masculin et 25% Féminin)

Tableau 8: Synthèses des résultats du questionnaire administrateur

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
1.	Bilan de l'innovation	50	50
2.	Contribution à l'amélioration du TBA	10	90
3.	Permis aux apprenants de lire, écrire et calculer dans les langues maternelles et en Français	05	95
4.	Les nouvelles connaissances acquises par les apprenant(e)s leur ont permis de s'insérer dans le cycle scolaire	20	80
5.	Le champ de l'innovation ou de la pratique a été limité à certaines régions du pays	20	80
6.	L'expansion de l'innovation ou de la pratique a été limitée par l'insuffisance de moyens financiers	05	95
7.	Le nombre limité de formateurs et/ou d'animateurs n'a pas permis la formation de tous les enfants non scolarisés	15	85
8.	Les connaissances acquises par les apprenant (e)s n'ont pas permis leur maintien dans le formel	65	35
9.	La formation des animateurs a été insuffisante ce qui a négativement impacté les enseignements et les apprentissages	20	80
10.	Les innovations et les pratiques existantes répondent aux besoins des apprenant(e)s	15	85
11.	Il faut remplacer les innovations et les pratiques existantes par un nouveau modèle à visée scolaire	10	90
12.	La nouvelle structure de centres passerelles est dotée du statut d'école	0	100
13.	Le nouveau modèle est une école qui n'est pas chère	05	95
14.	Le nouveau modèle est une école qui va permettre d'apprendre plus rapidement	0	100
15.	Le nouveau modèle est une structure physique construite en matériaux durables	05	95
16.	Le nouveau modèle comportera des toilettes séparées pour filles et garçons et pour des apprenant-e-s vivant avec un handicap	05	95

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
17.	La nouvelle structure sera un établissement qui respecte la situation de handicap ainsi que l'équité et l'égalité de genre	20	80
18.	Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels expérimentés et compétents	0	100
19.	La nouvelle institution sera dotée de tous les organes de gouvernance participative tels que gouvernement des élèves, comité de gestion scolaire, AME et/ou APE	15	85
20.	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	0	100
21.	La nouvelle structure sera dotée d'organes de gouvernance fonctionnels pour garantir le succès des apprenant(e)s	0	100
22.	Les structures déconcentrées de l'éducation et décentralisées accompliront leurs missions en matière d'éducation pour garantir le succès des apprenant(e)s	0	100
23.	Le bilinguisme comme stratégie d'enseignement est un déterminant de succès des apprenant(e)s dans le nouveau modèle	0	100
24.	Les méthodes pédagogiques utilisées sont appropriées et permettent de bien apprendre	0	100
25.	Les pratiques de classes qui suscitent l'intérêt et la motivation des apprenant(e)s sont utilisées dans nos écoles	0	100
26.	Le nouveau modèle mettra en valeur tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et la supervision de proximité	0	100
27.	Les conditions d'apprentissage (effectifs élevés, conditions des salles de classes, manque de tables-bancs) peuvent constituer des déterminants de décrochage scolaire dans le nouveau modèle	20	80
28.	Le nouveau modèle permettra aux apprenant-e-s d'apprendre en groupes d'apprenant-e-s pour atteindre de meilleurs résultats	0	100
29.	Le manuel scolaire est insuffisant pour les apprenant-e-s	25	75
30.	Les programmes d'enseignement sont intéressants pour les apprenant (e)s	20	80
31.	La qualité du manuel scolaire est bonne	30	70
32.	L'enseignement utilise peu les nouvelles technologies (téléphone portable, tablettes, ordinateurs, internet, et réseaux sociaux – facebook, whatsApp, etc.	20	80

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
33.	La nouvelle structure dispose de tous les intrants nécessaires	15	85
34.	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant(e) contribue à améliorer ses acquis et constitue un déterminant de succès	05	95
35.	L'environnement familial joue un rôle important dans l'apprentissage des apprenant(e)s	0	100
36.	L'environnement social dans lequel vit l'apprenant (e) lui permet de capitaliser ses connaissances	0	100
37.	L'apprentissage entre camarades et la mise en commun des façons d'apprendre doivent être renforcés	0	100
38.	L'État doit être le seul bailleur de fonds de la nouvelle structure	95	05
39.	Les PTF doivent être les seuls pourvoyeurs de fonds de la nouvelle structure	100	0
40.	Les Fondations et les organisations philanthropiques doivent être les seuls bailleurs de fonds de la nouvelle initiative	100	0
41.	Les communautés bénéficiaires doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	100	0
42.	Le multi financement (État, PTF, Fondations, organisations philanthropiques et communautés locales) constitue le modèle de financement le plus efficace de la nouvelle structure	0	100
43.	Un financement coût-efficacité de la nouvelle structure reposera sur un équilibre entre les fonds injectés dans la nouvelle initiative et les rendements scolaires	0	100
Moyenne		18,95	81,05

Source : *Compilation du chercheur sur la base du logiciel KOBO*

Outil 2 : Synthèse des résultats Kobo/ENSEIGNANTS

Effectif : 22 (45,5% Masculin et 54,5% Féminin)

Tableau 9 : Synthèse des résultats du questionnaire des enseignant-e-s

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
1.	Globalement le bilan des innovations et pratiques d'alphabétisation dans mon pays depuis leur mise en œuvre est positif	13,60	86,30
2.	Elles ont contribué à l'amélioration du taux brut d'alphabétisation des apprenant(e)s	0	100
3.	Elles ont permis aux apprenant(e)s de lire, écrire et de calculer dans leurs langues maternelles et en Français	0	100
4.	Les nouvelles connaissances acquises par les apprenant(e)s leur ont permis de s'insérer dans le cycle scolaire	22,70	77,30
5.	Le champ de l'innovation ou de la pratique a été limité à certaines régions du pays	36,40	63,60
6.	L'expansion de l'innovation ou de la pratique a été limitée par l'insuffisance de moyens financiers	13,60	86,40
7.	Le nombre limité de formateurs et/ou d'animateurs n'a pas permis la formation de tous les enfants non scolarisés	22,70	77,30
8.	Les connaissances acquises par les apprenant (e)s n'ont pas permis leur maintien dans le formel	68,20	31,80
9.	La formation des animateurs a été insuffisante ce qui a négativement impacté les enseignements et les apprentissages	54,50	45,50
10.	Les innovations et les pratiques existantes répondent aux besoins des apprenant(e)s	18,10	81,90
11.	Il faut remplacer les innovations et les pratiques existantes par un nouveau modèle à visée scolaire	09,00	91
12.	Le nouveau modèle sera doté du statut d'école	<ul style="list-style-type: none"> • Publique : 81,8% • Communautaire : 13,6% • Privée : 4,50% 	
13.	L'institution /classe passerelle sera un établissement qui accepte les handicapés et respecte l'équité et l'égalité de genre	0	100
14.	Le nouveau modèle est une structure physique construite en matériaux durables	0	100
15.	Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels expérimentés et compétents	0	100

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
16.	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	0	100
17.	La nouvelle structure sera dotée d'organes de gouvernance bon fonctionnels pour garantir le succès des apprenant(e)s	0	100
18.	Les structures déconcentrées de l'éducation joueront leur rôle statutaire pour garantir le succès des apprenant(e)s	0	100
19.	Les collectivités territoriales faciliteront la mise en œuvre du nouveau modèle ainsi que sa pérennisation	0	100
20.	Le bilinguisme comme medium d'enseignement est un déterminant de succès des apprenant(e)s dans le nouveau modèle	0	100
21.	La qualification des animateur(trice)s est importante dans le succès de l'apprenant (e).	0	100
22.	Il existe une insuffisance dans la formation initiale et continue de l'animateur (trice)	4,5	95,5
23.	Les conditions d'apprentissage (effectifs élevés, conditions des salles de classes, manque de tables-bancs) constituent des déterminants de décrochage scolaire dans le nouveau modèle	4,5	95,5
24.	Les conditions d'apprentissage (effectifs élevés, conditions des salles de classes, manque de tables-bancs) constituent des déterminants de décrochage scolaire dans le nouveau modèle	4,5	95,5
25.	Le nouveau modèle mettra en valeur les méthodes et techniques d'enseignement /apprentissage, éprouvées, le suivi et l'évaluation de proximité	0	100
26.	Les communautés d'apprentissage entre animateurs seront introduites dans le nouveau modèle de manière à renforcer leurs connaissances	0	100
27.	Les intrants ne sont pas à la hauteur des besoins (qualité et quantité)	18,10	81,9
28.	Les curricula ne répondent pas aux normes et standards internationaux	50	50
29.	Les curricula ne motivent pas les apprenant(e)s	36,4	63,6
30.	Le matériel didactique manque	13,6	86,4
31.	Le matériel didactique n'est pas de bonne qualité et son utilisation par les apprenant-e-s n'est pas régulière	22,7	77,3
32.	L'enseignement utilise peu les TIC à travers certains supports numériques dont l'apport	27,3	72,7

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
	pourrait améliorer la performance des apprenant-e-s		
33.	De manière générale, l'institution se trouve dans un état de dénuement total en ce qui concerne les intrants clés	27,2	72,8
34.	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant (e) contribue à l'amélioration de ses acquis	04,5	95,50
35.	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant (e) constitue un déterminant de succès	4,5	95,5
36.	L'environnement scolaire (bibliothèque, cantine, espace de jeu) joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant-e-s	0	100
37.	L'apprenant (e) profite de l'environnement lettré (personnes lettrées, scolarisées, structures d'éducation, panneaux et affichages) dans lequel il baigne	0	100
38.	L'influence des pairs est également un déterminant important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	0	100
39.	Le salaire que je perçois par mois est suffisant	59,10	40,9
40.	Le salaire que je perçois par mois est régulièrement versé	22,7	77,3
41.	Le salaire comporte de nombreux avantages et indemnités	77,7	27,3
42.	Le salaire que je perçois par mois est majoré tous les ans	100	0
43.	A cause du salaire qu'on me paie et des conditions de travail je n'envisage de quitter ce poste	54,6	45,4
44.	Les animateurs des centres sont organisés en syndicats	77,3	22,7

Source : Compilation du chercheur sur la base du logiciel KOBO

Outil 3 : Synthèse des résultats KOBO/PARENTS
Effectif : 34 (58,8% Masculin et 41,2% Féminin)

Tableau 10: Synthèse des résultats du questionnaire Parents

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
1.	Globalement le bilan des innovations et pratiques d'alphabétisation dans mon pays depuis leur mise en œuvre est positif	23,50	76,5
2.	Elles ont contribué à l'amélioration du taux brut d'alphabétisation des apprenant(e)s	2,9	97,1
3.	Elles ont permis aux apprenant(e)s de lire, écrire et de calculer dans leurs langues maternelles et en Français	0	100
4.	Les nouvelles connaissances acquises par les apprenant(e)s leur ont permis de s'insérer dans le cycle scolaire	44,1	55,9
5.	Le champ de l'innovation ou de la pratique a été limité à certaines régions du pays	35,3	64,7
6.	L'expansion de l'innovation ou de la pratique a été limitée par l'insuffisance de moyens financiers	14,7	85,3
7.	Le nombre limité de formateurs et/ou d'animateurs n'a pas permis la formation de tous les enfants non scolarisés	11,7	88,3
8.	Les connaissances acquises par les apprenants (e)s n'ont pas permis leur maintien dans le formel	38,3	61,7
9.	La formation des animateurs a été insuffisante ce qui a négativement impacté les enseignements et les apprentissages	44,1	55,9
10.	Les innovations et les pratiques existantes répondent aux besoins des apprenant(e)s	50	50
11.	Il faut remplacer les innovations et les pratiques existantes par un nouveau modèle à visée scolaire	14,7	85,3
12.	Le nouveau modèle sera doté du statut d'école	<ul style="list-style-type: none"> • Publique/Communale : 82,4% • Communautaire: 11,8% • Privée :5,9% 	
13.	Le nouveau modèle sera doté de ressources (financières, humaines et matérielles) lui permettant d'être une école où les apprenant(e)s apprennent mieux	5,8	94,2
14.	Le nouveau modèle sera une structure physique construite en matériaux durables	0	100
15.	La structure physique du nouveau modèle comportera des toilettes séparées pour filles et garçons ainsi que pour apprenant(e)s vivant avec un handicap	2,9	97,1

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
16.	L'institution sera un établissement qui respecte le handicap physique, l'équité et l'égalité de genre de l'apprenant(e)	0	100
17.	Le nouveau modèle est piloté par une équipe de professionnels administratifs expérimentés et compétents	0	100
18.	La nouvelle structure est dotée de tous les organes de gouvernance participative tels que le gouvernement des élèves, le comité de gestion scolaire, l'AME et/ou l'APE. ^a	11,8	88,2
19.	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	0	100
20.	L'APE et/ou le CGS/AME seront plus impliqués dans le fonctionnement du nouveau modèle	2,9	97,1
21.	Il y a nécessité de revisiter les fonctions et attributions de l'APE, AME et du comité de gestion scolaire dans le nouveau modèle	2,9	97,1
22.	Le bilinguisme comme stratégie d'enseignement est un déterminant de succès des apprenant(e)s dans le nouveau modèle	2,9	97,1
23.	La qualification des enseignant(e)s est importante dans le succès de l'apprenant (les bons enseignant(e)s font les bons apprenant(e)s)	2,9	97,1
24.	La majorité des parents d'élèves n'est pas instruite ce qui ne leur permet pas de suivre les apprenant(e)s à la maison	8,8	91,2
25.	Une plus grande implication des parents rehausserait la qualité des apprentissages dans le nouveau modèle	5,8	94,2
26.	Le nouveau modèle mettra en valeur tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et la supervision de proximité des enseignant(e)s	2,9	97,1
27.	Les parents apprécient l'impact du curriculum et du matériel didactique sur les apprentissages dans le nouveau modèle	23,5	76,5
28.	Ils font valoir leurs points de vue sur son impact celui du matériel didactique sur les apprentissages dans le nouveau modèle	20,5	79,5
29.	Les curricula du nouveau modèle doivent refléter les savoirs locaux mais doivent également être conformes aux normes et standards internationaux	14,7	85,3
30.	Le nouveau modèle doit être doté de matériel didactique approprié et de qualité	2,9	97,1

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
31.	Le nouveau modèle doit intégrer l'utilisation des TIC comme outil d'acquisition de nouvelles connaissances	5,8	94,2
32.	Les parents doivent veiller à ce que les autorités éducatives compétentes dotent le nouveau modèle de moyens (financiers, humains et matériels) adéquats	5,9	94,1
33.	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant (e) contribue à l'amélioration de ses acquis et constitue un déterminant de succès	2,9	97,1
34.	L'environnement familial joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	0	100
35.	L'environnement scolaire joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	2,9	97,1
36.	Dans le nouveau modèle, l'apprenant(e) doit profiter d'un environnement lettré que les parents doivent contribuer à mettre en place par la création de centres de lecture	5,9	94,1
37.	L'influence des pairs peut également être un déterminant important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e) dans le nouveau modèle	8,8	91,2
38.	L'État doit être le seul bailleur de fonds de la nouvelle innovation	79,4	20,6
39.	Les PTF doivent être les seuls pourvoyeurs de fonds de la nouvelle innovation	88,2	11,8
40.	Les Fondations et organisations philanthropiques doivent être les seuls bailleurs de fonds du nouveau modèle	85,3	14,7
41.	Les communautés bénéficiaires doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	91,1	8,9
42.	Le multi financement (État, PTF, Fondations, organisations philanthropiques et communautés locales) constitue le modèle de financement le plus efficace de la nouvelle institution	2,9	97,1
43.	Les financements mobilisés permettent d'atteindre les résultats escomptés	8,8	91,2
44.	La mise sur pied de partenariats stratégiques fonctionnels va renforcer le nouveau modèle	5,9	94,1
45.	Les parents sont favorables pour apporter leur contribution au financement de la nouvelle structure	11,17	88,3

Source : Compilation du chercheur sur la base du logiciel KOBO

Outil 4 : Synthèse des résultats KOBO/APPRENANTS
Effectif : 33 (12,1% Masculin et 87,9% Féminin)

Tableau 11: Synthèse des résultats du questionnaire apprenant-e-s

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
1. 1	Le nouveau modèle est doté du statut d'école	<ul style="list-style-type: none"> • Publique/Communale : 93,9% • Communautaire : 6,1% 	
2.	On m'a inscrit au centre parce que mes parents et moi ne voulions pas que je reste analphabète	12,1	87,9
3.	Le nouveau modèle sera une école qui n'est pas chère	0	100
4.	Le nouveau modèle sera une école qui permettra d'apprendre plus rapidement.	0	100
5.	Le nouveau modèle est une structure physique construite en matériaux durables	6,00	94
6.	Le nouveau modèle comportera des toilettes séparées pour filles et garçons et pour apprenant(e) vivant avec un handicap ^a	0	100
7.	L'institution sera un établissement qui respecte la situation de handicap de l'apprenant(e), l'équité et l'égalité de genre	3	97
8.	L'école sera dirigée par un bon directeur	<ul style="list-style-type: none"> • Publique/Communale: 93,9% • Communautaire: 6,1% 	
9.	L'école aura un gouvernement des élèves, un comité de gestion scolaire et/ou une A.P.E./A.M.E	36,4	63,6
10.	Une bonne direction de l'école est un facteur déterminant de succès	3	97
11.	Le directeur de l'école doit imposer la discipline, la bonne conduite et le travail à l'école	3	97
12.	J'apprendrais mieux si le maitre utilise le français et ma langue maternelle comme langues d'instruction	9,1	90,9
13.	J'apprends mieux lorsque nous sommes en groupes d'apprenants	12,1	87,9
14.	En classe un maitre qui s'intéresse à tous les apprenant(e)s permet à tous d'apprendre	6	94
15.	Le nouveau modèle permettra aux apprenant(e)s d'apprendre davantage ensemble pour atteindre de meilleurs résultats	15,2	84,8
16.	Les manuels scolaires ne sont pas suffisants pour tous les apprenant(e)s	15,2	84,8
17.	Les manuels scolaires ne sont pas adaptés pour tous les enseignements	39,4	60,60

N°	Items	Taux de Désaccord (%)	Taux D'Accord (%)
18.	Ce que nous apprenons en classe n'est pas adapté à nos besoins	57,6	42,4
19.	La qualité des livres n'est pas bonne et leur nombre est limité	39,4	60,6
20.	J'utilise le matériel informatique (TIC) pour apprendre	75,7	24,3
21.	La manière dont mon maître enseigne me permet de comprendre ce que j'apprends	15,1	84,9
22.	Le village dans lequel je vis favorise l'apprentissage.	15,2	84,8
23.	Le milieu familial favorise l'apprentissage	12,1	87,9
24.	À la maison j'ai le temps d'apprendre mes leçons et de faire mes devoirs	24,3	75,7
25.	Après l'école, je révise mes leçons avec mes camarades de classe	63,7	36,3

Source : Compilation du chercheur sur la base du logiciel KOBO

3.3 Résultats d'analyse qualitative

Les données qualitatives ont essentiellement été collectées suite aux entretiens sur la base de guides suivants :

- Guide d'entretien individuel élu local
- Guide d'entretien individuel administrateur
- Guide d'entretien individuel apprenant
- Guide d'entretien individuel COGES/APEAE/AME
- Guide entretien individuel enseignant

Pour chacun de ces guides, les résultats de certaines thématiques discriminées sont indiqués dans les tableaux ci-dessous en ce qui concerne les scores valides.

1. Au niveau du Guide d'entretien individuel élu local (20 : Féminin 01, Masculin 19)

Tableau 12: Guide entretien élus locaux

N°	Thématiques	Oui (%)	Non (%)
1	Êtes-vous au courant de l'existence d'une innovation dans votre localité	94,12	5,88
2	Existence d'innovation/pratique d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans la Commune/le Département	94,44	5,56
3	La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans le choix de l'innovation ?	88,24	5,56
4	La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans l'implantation de l'innovation ?	94,44	5,56
5	La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans le choix des structures de mise en œuvre (agence et/ou opérateur de mise en œuvre) ?	94,44	5,56
6	La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans ce recrutement ?	94,44	5,56
7	Êtes-vous satisfait de l'enseignement dispensé dans le centre ?	100	0
8	La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans ce recrutement ?	100	0
9	Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec les structures de mise en œuvre ?	100	0
10	Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec les services locaux en charge de l'éducation dans la mise en œuvre de l'innovation ?	100	0
11	Pensez-vous que ce genre d'innovation pourrait-être généralisé ?	100	0

Source : Compilation du chercheur sur la base des guides d'entretien

2. Par rapport au Guide d'entretien administrateur (11 dont 0 Féminin)

Tableau 13: Guide entretien Administrateur

N°	Thématiques	Oui (%)	Non (%)
1	Cette innovation/ces innovations est-elle/sont-elles adapté(es) aux besoins de formation des enfants hors école de votre pays ?	99,91	9,09
2	Avez-vous été impliqué-e dans le choix de cette innovation/de ces innovations en cours dans votre pays ?	99,91	9,09
3	Avez-vous été impliqué-e dans le processus de son/leur implantation ?	50,00	50,00
4	Pensez-vous que cette innovation pourrait être généralisée /ces innovations pourraient être généralisées ?	100	0
Moyenne Guide		83	17

Source : Compilation du chercheur sur la base des guides d'entretien

3. Sur le Guide d'entretien individuel apprenant (32 : Féminin 29, Masculin 3)

Tableau 14: Guide entretien Apprenant-e-s

N°	Thématiques	Oui (%)	Non (%)
1	Es-tu content-e de ce qu'on t'apprend dans ton centre/ta structure ?	89,29	10,71
2	Que penses-tu du centre/de la structure dans lequel/laquelle tu es inscrit-e ? (les contenus enseignés, les langues d'enseignement etc.)/comment trouves-tu le centre/la structure dans lequel/laquelle tu es inscrit-e ?	Bonne initiative qui requiert appui	

Source : Compilation du chercheur sur la base des guides d'entretien

4. Au niveau du Guide d'entretien individuel COGES/APEAE/AME (32 : Féminin 11, Masculin 21)

Tableau 15: Guide entretien Parents

N°	Thématiques	Oui (%)	Non (%)
1	Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la structure de mise en œuvre ?	83,87	16,13
2	Le COGES/A.P.E./A.M.E. est-il/est-elle impliqué-e dans la gestion des sortants de l'innovation ?	36,67	63,33

Source : Compilation du chercheur sur la base des guides d'entretien

5. Pour le Guide entretien enseignant (25 : Féminin 15, Masculin 10)

Tableau 16: Guide entretien Enseignant-e-s

N°	Thématiques	Oui (%)	Non (%)
1	Avez-vous été impliqué dans le processus d'implantation de l'innovation dans la localité ?	32	68
2	Êtes-vous associé-e au recrutement des apprenant-e-s ?	12,50	87,50
3	Rencontrez-vous des difficultés particulières dans vos tâches d'enseignement ?	88	12
4	Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la structure de mise en œuvre	76	24
5	Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la communauté (COGES A.P.E. A.M.E)	73,91	26,09
5	Pensez-vous que cette innovation pourrait être généralisée ?	100	0

Source : Compilation du chercheur sur la base des guides d'entretien

Les réponses à ces thématiques discriminées seront croisées avec les réponses de l'analyse quantitative pour des fins d'interprétation et discussions des résultats dans la section suivante. Une approche de complémentarité est celle privilégiée.

IV. INTERPRETATION/DISCUSSIONS DES RESULTATS

4.1 La nature et les caractéristiques de l'innovation ou de la pratique à visée scolaire : les centres NAFA

Il est à rappeler que l'innovation dont il est question ici, pour la République de Guinée, concerne les centres NAFA, souvent dénommés « école de la seconde chance ».

Les centres NAFA ou école de la seconde chance ont pour objectif principal l'appui à la scolarisation de la jeune fille surtout en milieu rural avec un appoint de pré-apprentissage.

Depuis leur création en 1994 les centres NAFA ont surtout développés la filière du métier de la couture.

Au terme d'un cycle réduit de 3 ans, ces centres donnent la chance aux jeunes filles et garçons laissés pour compte de prendre le chemin de l'école en entrant au collège ou de se préparer à l'apprentissage d'un métier. C'est un faible pourcentage des effectifs des finissantes qui intègre le système formel les conduisant aux différents cycles de formation.

Le plus grand nombre de ces effectifs non admis à continuer dans le formel et manquant de compétences professionnelles est non seulement confronté aux difficultés d'insertion socioprofessionnelle, mais aussi au manque de structures d'accueil et d'orientation.

En plus, l'option filière unique des centres NAFA ne répond plus à l'objectif de la formation professionnalisante des jeunes filles définie par les acteurs du développement. Cette situation est en partie due à l'obsolescence des équipements d'une part et d'autres part les difficultés de mobilisation des professionnels pour la formation dans les centres.

Pour permettre donc aux jeunes finissantes des centres NAFA d'accéder à un métier identifié comme besoin du milieu leur permettant d'être sur le marché du travail, il a été défini une réorientation de la formation dans les centres NAFA, avec l'Unicef.

C'est à ce titre que les centres NAFA se retrouvent dans un espace d'intervention à la fois du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation et de celui de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

En effet, le développement de l'éducation de base au cours de ces dernières années a abouti à un taux brut de scolarisation global de 82,9%, avec 90,2% pour les garçons et 75,5% pour les filles en 2013-2014 et un taux d'analphabétisme global de 65%, avec 55,14% pour les Hommes et 74,36% pour les Femmes (2008-2009). En Zone rurale, ce taux s'élève à 80,16% (2005).

En dépit de ces résultats positifs, 23% des enfants du pays (30% des filles) issus en général des familles pauvres et des zones enclavées, évoluent en dehors du système scolaire formel.

En 2013-2014, le taux brut d'achèvement du primaire était de 59,6% au total et 52,1% pour les filles. Ce qui indique le nombre important de jeunes non scolarisés ou déscolarisés notamment les filles abandonnant l'école pour diverses raisons.

Pour trouver une solution à cette situation, le Gouvernement a initié et implanté les centres NAFA en vue de prendre en charge ces nombreux jeunes non scolarisés et déscolarisés.

Depuis leur création, les Centres NAFA se sont considérablement développés. De huit centres NAFA implantés dans cinq (5) préfectures de la Basse et de la Moyenne Guinée en 1994, ils sont au nombre de 215 dont 126 fonctionnels en 2017-2018. L'effectif des apprenants est de **5 612** dont **3 965** filles en 2017-2018.

Nombreux sont les apprenants des centres NAFA qui ont accédé au formel ou se sont insérés dans le circuit socioprofessionnel¹¹.

Les apprentissages reçus sur le plan académique et professionnel contribuent à accroître la performance des apprenants et à lutter contre les disparités entre zones et genres. Ainsi, plus de 84% des centres sont implantés en zones rurales sur les 126 fonctionnels et sur un effectif de **5 612** apprenants, **4 288** sont en zone rurale, soit 76% en 2017-2018.

Certes, des progrès ont été réalisés sur le plan de l'accès, cependant, de gros efforts restent à fournir pour le maintien et la réussite des apprenants.

Enfin, selon les données collectées, les centres NAFA, constituent une bonne approche car ils permettent de récupérer les enfants hors de l'école, ceux sortis de l'école et permettent la formation à un métier et la poursuite des études dans le circuit normal. En fait, un nombre important d'enfants quittent tous les ans le système scolaire sans aucune qualification. D'autres enfants d'âge avancé sont récupérés dans les centres NAFA.

4.2 Le pilotage institutionnel ou la gouvernance

Les centres NAFA sont une initiative de l'État qui est également l'institution d'exécution. Cependant, le fonctionnement requiert un partenariat tous azimuts. Ces partenaires sont entre autres : la communauté à travers les COGES, l'APEAE, les PTF. En termes de PTF, il convient de mentionner l'UNICEF et certaines ONG comme TOSTAN.

De l'avis des acteurs, la gouvernance actuelle des centres NAFA est quelque peu délétère. L'État qui est l'institution d'exécution ne fait pas nécessairement face aux problèmes des centres et la présence des ONG et partenaires n'est plus régulière. Or, on a coutume de constater que c'est l'approche projet qui a pignon sur rue au détriment de l'approche programme. A cet égard dès que les partenaires se retirent, le projet piétine pour ne pas dire qu'il s'arrête.

Un élément non moins important de la gouvernance ou du pilotage institutionnel est l'allocation des ressources financières. Par rapport à cette problématique, les administrateurs sont à l'unanimité (100%) contre le financement par un seul organe (Etat, PTF, communauté ou autre...)

4.3 Le processus enseignement-apprentissage/bilinguisme

Dans les centres NAFA, comme dans toute autre organisation éducative, l'enseignement-apprentissage est la donnée première. En effet, ce service ou secteur d'activités constitue la pierre d'assise de l'école, le pourquoi de son existence.

¹¹ Ces affirmations n'ont pas été illustrées par des chiffres

Il représente l'ensemble des activités dévolues et assumées par le personnel responsable des divers aspects de la dimension programme, de l'apprentissage de la clientèle, ainsi que de l'enseignement des matières selon les orientations et les objectifs énoncés dans l'innovation.

Les préoccupations du personnel de ce service ont trait, entre autres, à la détermination des besoins dans les programmes d'enseignement, à l'enseignement lui-même, à l'organisation des activités d'apprentissage, et au choix du matériel didactique, etc.

Dans les Centres NAFA, au regard de leur profil, la formation ne devrait pas se faire seulement en français. Elle devrait faire appel aux langues nationales.

Le bilinguisme souhaité ici est donc le recours aux langues nationales comme béquille pour l'apprentissage du Français. A ce titre, l'alphabet N'KO a été cité par certains répondants. Ce bilinguisme, comme stratégie d'enseignement, est un déterminant de succès des apprenants dans le nouveau modèle qui a obtenu un score de 100% chez les administrateur-trice-s et les enseignant-e-s.

4.4 Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques, etc.)

Les centres NAFA, conviendrait-il de rappeler, permettent de récupérer les enfants hors de l'école, ceux sortis de l'école et permettent la formation à un métier et la poursuite des études dans le circuit normal. Les centres NAFA, sont appelés écoles de la seconde chance, ce qui en dit long sur l'appréciation. Ils permettent de corriger les injustices du système éducatif.

- ✓ Le curriculum suggéré par les acteurs doit être bâti autour :
 - du maintien des programmes actuels s'ils sont bien enseignés ;
 - de l'ajout des activités d'apprentissage ;
 - des disciplines de base du primaire (calcul, sciences, écriture...) ;
 - des notions théoriques et pratiques sur les programmes :
 - apprendre à communiquer (lire et écrire) ;
 - résoudre des problèmes (calcul);
 - connaître son environnement (histoire, Géographie...)
 - des langues nationales et étrangères ;
 - deux tendances à dynamiser : les passerelles et les connaissances de la vie courante
- ✓ Le matériel didactique est insuffisant en général et en particulier ceux concernant les métiers ainsi que les TIC
- ✓ L'utilisation du matériel informatique dans l'apprentissage a eu un score de 24% contre 76% de désaccord pour les apprenant-e-s et 27% contre 73% pour les enseignant-e-s ;

4.5 Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré, socio-économique, etc.)

L'innovation (Centre NAFA) est de nature à contribuer au développement de l'éducation de base à travers le développement des initiatives d'alphabétisation. Le public concerné est constitué des déscolarisés et non scolarisés de la tranche d'âge de 9-14 ans. Une couche importante qu'on ne devrait pas laisser aller à la déperdition.

Les principales caractéristiques du contexte de mise en œuvre des centres NAFA sont :

- ✓ un environnement familial et socio-économique caractérisé par la pauvreté ;

- ✓ l'existence des cas de déperdition scolaire et d'enfants en dehors de l'école ;
- ✓ le contexte socio-économique, social et culturel des apprenant-e-s est un déterminant de succès pour 95% des enseignant-e-s
- ✓ l'environnement scolaire joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par les apprenant-e-s pour 100% des enseignant-e-s
- ✓ pour 100% des enseignant-e-s, l'apprenant-e profite de l'environnement lettré (personnes lettrées, scolarisées, structures d'éducation, panneaux et affichage) dans lequel il baigne
- ✓ l'influence des pairs est également un déterminant important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant-e (100% des enseignant-e-s)
- ✓ les taux d'accord des apprenant-e-s sur les items ci-dessous sont :
 - le village dans lequel je vis favorise l'apprentissage : 84,8%
 - le milieu familial favorise l'apprentissage : 87,9%
 - à la maison, j'ai le temps d'apprendre mes leçons et de faire mes devoirs : 75,7%
- ✓ ces taux sont partagés par les parents et les administrateurs dans les proportions respectives suivantes :
 - contexte socio-économique : 97,1 et 95 %
 - environnement familial : 100% pour les deux
 - environnement scolaire : 97,1% pour les deux également
 - influence des pairs : 91,2 et 100 %

4.6 Discussions

Cette section fait état des discussions sur les principaux résultats des analyses quantitatives et qualitative sur la base des points de convergence et/ou de divergence.

4.6.1 Pour les administrateur-trice-s

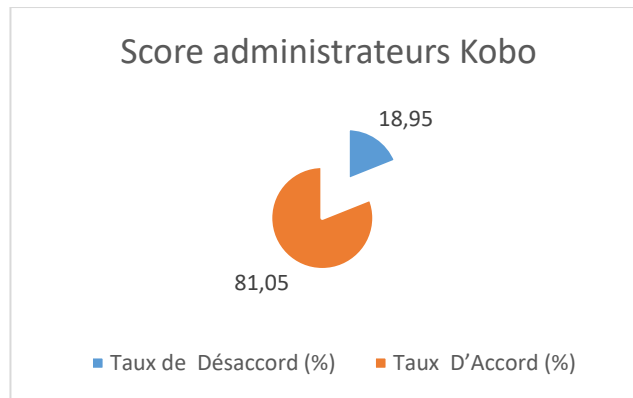
Le bilan des centres NAFA est mitigé (50% d'accord et 50% de désaccord). Il en est de même du degré d'implication dans le processus d'implantation (50% oui et 50% Non).

Par contre les items ci-dessous ont sans ambage obtenu l'unanimité des reponses (100%) :

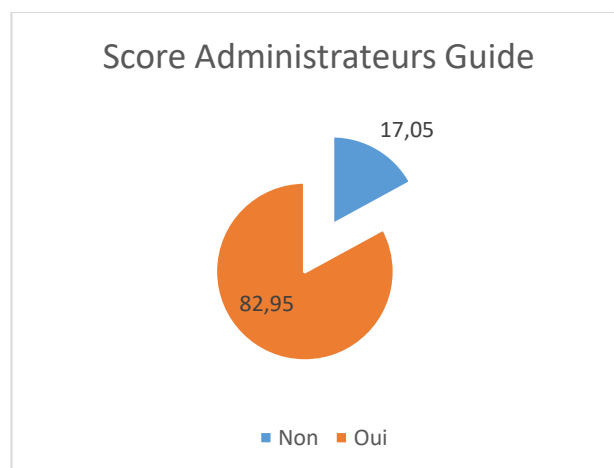
- ✓ degré d'implication dans le choix de l'innovation ;
- ✓ la généralisation de l'innovation
- ✓ le statut d'école pour la nouvelle structure de centre passerelle
- ✓ le pilotage par une équipe de professionnel expérimentés et compétents
- ✓ la bonne gouvernance comme facteurs de succès
- ✓ le multifinancement (État, PTF, fondations, organisations philanthropiques et communautés locales)

Les résultats obtenus par l'application KOBO, corroborent ceux des guides. Les graphiques 6 et 7 ci-dessous en donnent les illustrations

Graphique 6: Source KOBO



Graphique 7 : Source Guide



4.6.2 des enseignant-e-s

Pour les enseignant-e-s les principaux scores sont :

- ✓ en Guinée le bilan des innovations et pratiques d'alphabétisation depuis leur mise en œuvre est globalement positif : 86% d'accord contre 14% de désaccord
- ✓ les connaissances acquises par les apprenant-e-s n'ont pas permis leur maintien dans le formel : 68% de désaccord cont 32% d'accord
- ✓ la formation des animateurs a été insuffisante ; ce qui a négativement impacté les enseignements-apprentissage : 54,5% de désaccord pour 45,5% d'accord
- ✓ le salaire perçu par mois est suffisant : 59% de désaccord contre 41% d'accord
- ✓ le salaire est majoré tous les mois : 100% Désaccord
- ✓ à cause du salaire et des conditions de travail, je n'envisage pas de quitter le poste : 55% de désaccord pour 45% favorable
- ✓ les animateurs des centres sont organisé en syndicats : 77% oui et 23% Non

Les scores d'autres items sont largement en faveur de l'accord. On peut citer :

Suivant l'analyse quantitative (KOBO)

- ✓ l'initiative a contribué à l'amélioration du TBA : 100%
- ✓ Elle a permis aux apprenant-e-s de lire, écrire et de calculer dans leurs langues maternelles et en Français :100%
- ✓ les items en faveur du nouveau modèle ayant acquis les 100% du score sont nombreux. On y reviendra dans la section dédiée au nouveau modèle

Suivant l'analyse qualitative, il convient de mentionner :

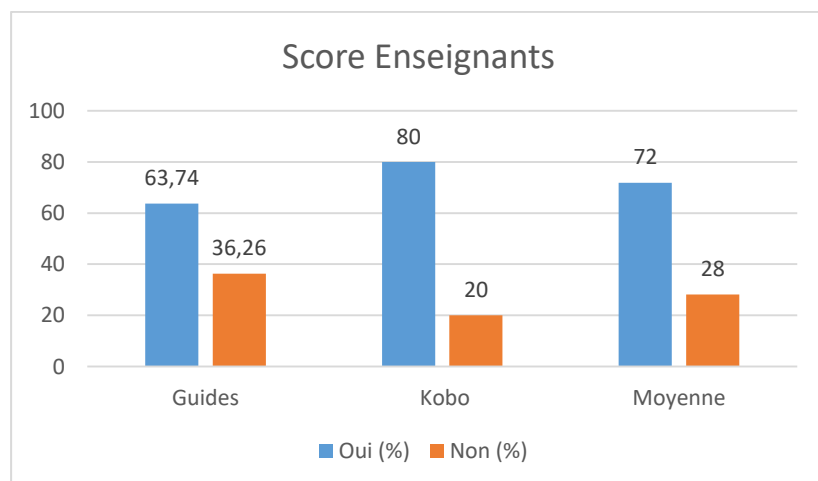
- ✓ les enseignants rencontrent-ils des difficultés particulières dans leurs tâches d'enseignement : 88% de Oui contre 12% de Non ;
- ✓ la satisfaction des enseignant-e-s au regard de leur collaboration avec la structure de mise en œuvre : 76 % (Oui !) et 24% (Non) ;
- ✓ la satisfaction des enseignant-e-s au regard de leur collaboration avec la communauté : 74% de Oui contre 26% de Non ;
- ✓ la possibilité de généralisation de l'initiative a obtenu les 100% du score chez les enseignant-e-s.

Le tableaux 17 et le graphique 8 ci-dessous donnent la moyenne des scores

Tableau 17: Score moyen Enseignants

Score par type d'analyse	Oui (%)	Non (%)
Guides	63,74	36,26
Kobo	80	20
Moyenne	72	28

Graphique 8: Score moyen enseignants



4.6.3 des parents

Sur la base des résultats obtenus à partir des guides, les parents sont satisfait pour 84% de la collaboration avec la structure de mise en œuvre contre 16% de Non. Par contre, leur implication dans la gestion des sortants est marginale (37%) contre 63% de Non !

Pour le quantitatif (KOBO)

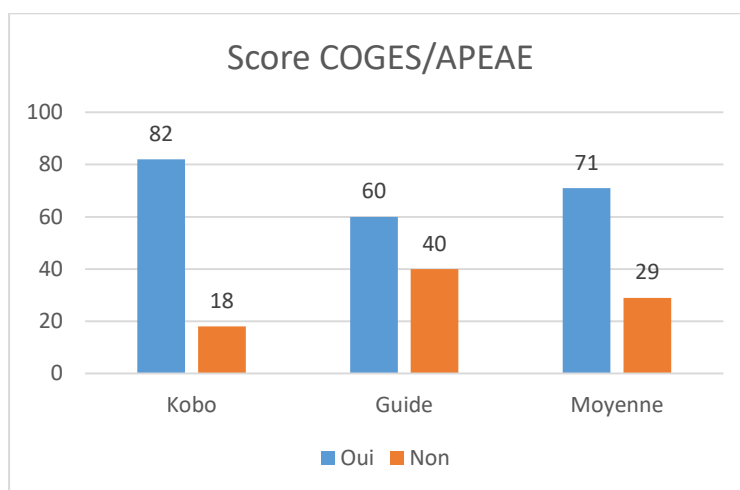
- ✓ le bilan de l'innovation est globalement positif : 77% d'accord contre 23% de désaccord
- ✓ la tendance des autres items est plutôt en faveur de l'accord.

Le tableau 18 et le graphique 9 en donnent l'illustration

Tableau 18: Score moyen Parents

	Oui	Non
KOBO	82	18
Guide	60	40
Moyenne	71	29

Graphique 9 : Score moyen Parents



4.6.4 des apprenant-e-s

A partir des résultats de l'outil d'évaluation quantitative (KOBO) les principaux scores sont mentionnés ainsi qu'il suit :

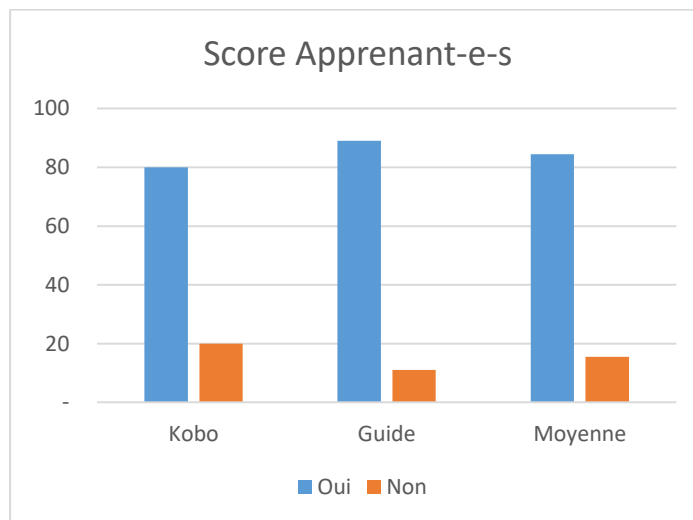
- ✓ ce que nous apprenons en classe n'est pas adapté à nos besoins : 58% de désaccord et 42% d'accord ;
- ✓ une bonne direction d'école est un facteur déterminant de succès : 97% pour et 3% contre
- ✓ le directeur de l'école doit imposer la discipline, la bonne conduite et le travail à l'école : 97% pour et 3% contre ;
- ✓ j'apprends mieux si le maître utilise le Français et ma langue maternelle comme médium d'enseignement : 91% pour contre 9% de désaccord ;
- ✓ j'apprends mieux lorsque nous sommes en groupes d'apprenants : 88% d'accord contre 12% de désaccord ;
- ✓ les manuels scolaires ne sont pas adaptés pour tous les enseignements : 85% pour contre 15% de désaccord ;
- ✓ la manière dont mon maître enseigne me permet de comprendre ce que j'apprends : 85% pour contre 15% de désaccord ;
- ✓ le village dans lequel je vis favorise l'apprentissage : 85% d'accord ;
- ✓ le milieu familial favorise l'apprentissage : 88% d'accord ;
- ✓ à la maison j'ai le temps d'apprendre mes leçons et faire mes devoirs : 76% d'accord ;
- ✓ après l'école, je révise mes leçons avec mes camarades de classe : 64% d'accord.

Les illustrations sont données dans le tableau 19 et le graphique 10 ci-dessous :

Tableau 19: Score moyen Apprenants

	Oui	Non
Kobo	80	20
Guide	89	11
Moyenne	85	16

Graphique 10: Score moyen apprenants



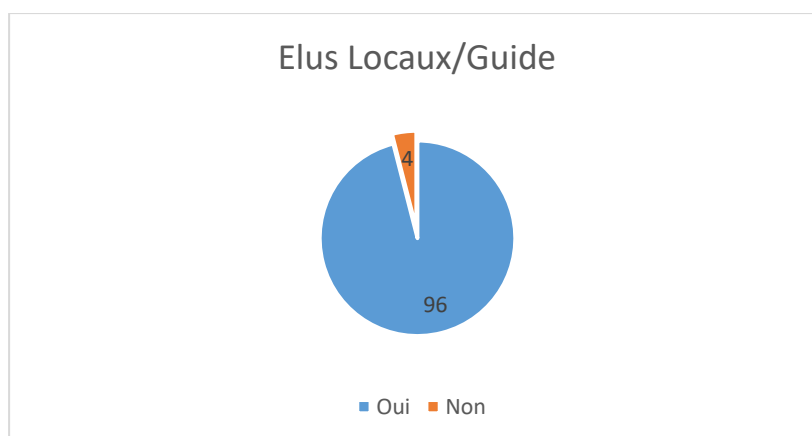
4.6.5 des élus locaux

C'est le Guide d'entretien qui a été utilisé. Selon les résultats, les élus locaux ont en moyenne répondu sur les items à 96% contre seulement 4% comme illustré dans les tableaux et graphique ci-dessous :

Tableau 20: Score Élus locaux

Score élus	Oui	Non
Elus Locaux/Guide	96	4

Graphique 11: Score Élus locaux



5. PROPOSITION DE NOUVEAU MODELE

5.1 Introduction

Un nouveau modèle de classes à passerelles pour améliorer l'apprentissage des enfants et des jeunes non scolarisés, âgés de 8 à 15 ans, dans les six pays de l'Afrique occidentale, membres de la Fondation Karanta en éducation, est l'intitulé de la présente recherche.

L'aboutissement primordial de la recherche est l'élaboration du programme d'alphabétisation et d'éducation non formelle à visée scolaire. Dans ce cas d'espèce, il est de mise l'identification et l'implantation d'un nouveau modèle de classes passerelles dans les pays membres de la Fondation Karanta en vue de combattre l'analphabétisme des jeunes non scolarisés, âgés de 8 à 15 ans.

La présente section traite de ce nouveau modèle tel qu'ambitionné par les acteurs sur la base des données collectées par les différents outils.

5.2 Rationale/justification

De nos jours, il est requis un document d'information et de formation de l'ensemble de la communauté des acteurs en éducation des pays membres de la Fondation Karanta. Le document recherché pourrait se retrouver dans un nouveau modèle de classes à passerelle. Un tel modèle permettrait une harmonie dans la mise en œuvre pour les 6 pays membres de la fondation Karanta.

5.3 Description/Composantes

Les données collectées dans l'enquête servent d'intrants importants pour la description du nouveau modèle.

Le nouveau modèle à visée scolaire devra remplacer les innovations et les pratiques existantes.

Il sera doté du statut d'école publique. Il devra être doté de ressources (humaines, financières et matérielles) lui permettant d'être une école où les apprenant-e-s apprendront mieux.

La structure physique du nouveau modèle sera construite en matériaux durables devant comporter des toilettes séparées pour filles et garçons ainsi que pour des apprenant-e-s à besoins éducatifs spéciaux¹². L'institution sera un établissement respectant le handicap physique, l'équité genre et zone de l'apprenant-e.

Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels administratifs expérimentés et compétents. L'APEAE, et/ou COGES/AME seront impliqués dans le fonctionnement du nouveau modèle. Ce qui requiert la nécessité de revoir les fonctions et attributions de ces organes. En effet, une plus grande implication des parents rehausserait la qualité des apprentissages. Ils doivent apprécier l'impact du curriculum et matériels didactiques sur les apprentissages. Aussi, doivent-ils faire valoir leurs points de vue sur son impact, celui du matériel didactique sur les apprentissages.

¹² Personnes à besoins éducatifs spéciaux, c'est une manière modeste d'appeler les personnes vivant avec un handicap

Le nouveau modèle mettra en valeur tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et la supervision de proximité des enseignants. Les curricula doivent refléter les savoirs locaux tout en veillant à la conformité avec les normes et standards internationaux.

Dans le nouveau modèle l'apprenant-e doit profiter d'un environnement lettré que les parents doivent contribuer à mettre en place par la création de centre de lecture.

En ce qui concerne le financement, les institutions seules : l'Etat, les PTF, les fondations et organisation philanthropiques ou les communautés bénéficiaires ne peuvent pas être les seuls bailleurs de fonds du nouveau modèle. Le multifinancement (Etat, PTF, Fondations et organisation philanthropiques, communautés bénéficiaires) constitue le modèle de financement le plus efficace du nouveau modèle. Un financement coût-efficacité de la nouvelle institution reposera sur un équilibre entre les fonds injectés et dans la nouvelle initiative et dans les rendements scolaires.

Il est attendu d'un tel modèle, qu'il ne soit pas cher et qu'il permette d'apprendre plus rapidement, par l'apprentissage ensemble pour atteindre les meilleurs résultats. Les collectivités territoriales faciliteront la mise en œuvre du nouveau modèle d'une part et sa pérennisation d'autre part.

Le nouveau modèle, dans les conditions d'apprentissage, veillera aux déterminants du décrochage scolaire comme : effectifs pléthoriques, conditions des salles de classes, manque de tables-bancs...). Des communautés d'apprentissage entre animateurs seront introduites de manière à renforcer leurs connaissances.

Le nouveau modèle disposera de tous les intrants nécessaires. L'enseignement utilisera davantage des TIC : téléphone portable, tablette, ordinateur, internet, réseaux sociaux...

5.4 Avantages comparatifs

En économie, l'avantage comparatif¹³ est le concept principal de la théorie traditionnelle du commerce international. Il a été approché par Robert Torrens en 1815 et démontré pour la première fois par l'économiste britannique David Ricardo en 1817 dans ses Principes de l'économie politique et de l'impôt.

La théorie associée à l'avantage comparatif explique que, dans un contexte de libre-échange, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose de l'écart de productivité (ou du coût) le plus fort en sa faveur, ou le plus faible en sa défaveur, comparativement à ses partenaires. Cette production est celle pour laquelle il détient un « avantage comparatif ». Selon Paul Samuelson (prix Nobel d'économie en 1970), il s'agit du meilleur exemple d'un principe économique indéniable mais contraire à l'intuition de personnes intelligentes.

La conclusion principale de cette théorie est, que pour un pays, l'ouverture au commerce international est toujours avantageuse, indépendamment de la compétitivité nationale ; ceci, par principe dans une situation de compétition idéale. Il s'agit d'un argument décisif des théoriciens du libre-échange contre ceux qui prônent le protectionnisme par peur de ne pas

¹³ David Ricardo complétez la référence

trouver de débouchés, car il rejette l'idée de « nations moins compétitives » qui ne trouveraient qu'à acheter, et rien à vendre, dans les échanges transfrontaliers. Bien sûr, la théorie ne réfute pas que le commerce international puisse se faire au détriment de certains pays, lorsque ses modalités ne sont pas celles du libre-échange (impérialisme, colonialisme, et autres formes de domination), ni le fait que l'accroissement des gains d'un pays ne signifie pas nécessairement un accroissement correspondant du bien-être de ses habitants.

Par analogie à l'économie, dans la théorie de l'avantage comparatif en éducation en général et dans le domaine particulier de cette recherche, chacun des pays membre de la fondation KARANTA aura intérêt à se spécialiser dans des actions où son avantage relatif en termes de compétence dans la mise en œuvre d'actions éducatives ciblées est le plus élevé ou son désavantage est le plus faible. Autant dire que le pays pourra se spécialiser sur des domaines de compétences où l'écart en sa défaveur est le plus faible.

Cependant, il n'y a pas lieu de confondre l'avantage comparatif à l'avantage concurrentiel car, il ne s'agit pas de compétition entre les pays. Bien au contraire, l'avantage comparatif du nouveau modèle procède ainsi de la philosophie de bien faire les bonnes choses dans une dynamique de compétences avérées et reconnues aux pays qui seront ainsi des porteurs de dossiers en la matière.

5.5 Mise en oeuvre/Conditions critiques de réalisation

Les conditions critiques de la mise en œuvre du nouveau modèle sont entre autres :

- disponibilité d'encadreurs aux compétences requises ;
- définition correcte et conséquente de l'approche dans laquelle toutes les parties prenantes devraient se retrouver ;
- révision du contenu pédagogique ;
- disponibilité de personnel d'encadrement formé (formation académique et professionnelle) en lien avec les programmes ;
- assurance des conditions idoines de travail ;
- allocation de ressources suffisantes (humaines, matérielles et financières) ;
- valorisation du non formel par les politiques ;
- disponibilité de programmes spécifiques ;
- assurance d'un soutien indéfectible aux centres NAFA ;
- proactivité pour la continuité pédagogique en cas de crise de quelque nature que ce soit
- existence d'un vivier d'apprenant-e-s ;
- disponibilité de locaux équipés de matériels adéquats ;
- adaptation aux réalités et environnement ;
- formalisation du statut des apprenant-e-s terminant leur formation dans les classes passerelles ;
- forte volonté politique pour les centres NAFA ;
- Politique de Partage avec tous les acteurs de tous les espaces par un plan de communication efficace ;
- mobilisation de l'État, des PTF, des ONG, des communautés bénéficiaires autour de l'initiative ;
- nécessité d'une intégration sous-régionale ;
- renforcement du volet passerelle de l'initiative.

5.6 Les centres NAFA dans la politique genre en République de Guinée

La politique de la scolarisation des filles/femmes passe nécessairement par une éducation qui permet à la jeune fille, d'acquérir des connaissances sûres dans tous les domaines de la vie nationale, toute chose qui doit favoriser son épanouissement, son émancipation et son intégration socio- professionnelle. Ce qui est en lien avec les Objectifs de Développement Durable pour 2030 (ODD), particulièrement l'ODD N° 5 : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

L'éducation des filles/des femmes, constitue pour cela une question centrale, une préoccupation essentielle du système éducatif guinéen en lien avec la politique Genre. En ce qui concerne les centres NAFA, des initiatives ont été développées en lien avec la politique Genre. Une de ces initiatives concerne le POST-NAFA.

5.6.1 Initiative Post-NAFA

Cette initiative procède de la volonté d'appuyer la professionnalisation des finissantes des centres NAFA. Ainsi, l'objectif général du post-NAFA vise l'insertion des finissantes des centres NAFA. Les objectifs spécifiques sont :

- développer des compétences professionnelles des finissant(e)s;
- développer l'esprit d'entrepreneuriat individuel ou de groupe;
- développer des compétences plus pour l'entretien et la maintenance des équipements et des infrastructures;
- développer des activités génératrices de revenu au cours de la professionnalisation;
- mettre en place un fonds d'appui à l'installation des finissant(e)s.

Le public cible est constitué des finissant(e)s qui n'ont pas eu accès aux cycles de formation dans le formel et qui sont confrontés aux difficultés de l'insertion socioprofessionnelle

En plus de l'initiative post NAFA, d'autres initiatives genre dans la formation sont citées ci-dessous :

5.6.2 Scolarisation/éducation des filles

Les principales interventions sont :

- formation et sensibilisation des enseignant(e)s sur le genre ;
- sensibilisation des parents et de la communauté ;
- lutte contre les violences faites aux filles en milieu scolaire (à l'école et sur le chemin de l'école) ;
- hygiène et santé des filles :
 - utilisation des latrines sensibles au genre ;
 - gestion des menstrues;
- subvention/Bourse pour les frais d'écolage aux filles vulnérables (fournitures scolaires, nourriture et charges supportées à l'école, tenues et manuels scolaires, accompagnement des familles d'accueil, octroi de primes d'encouragement aux filles, soutien psycho-social ...)

- mise en place d'une éducation accélérée pour les filles vulnérables de la tranche d'âge de 10-19 ans ;
- tutorat:
 - Appui pédagogique aux filles en difficulté (coaching) ;
 - Encadrement rapproché par des enseignant(e)s.
- mise en place d'interventions indirectes :
 - Développement de programme d'alphabétisation et d'éducation pour les mères des filles
 - Renforcement des capacités des associations des mères élèves-filles (AMEF) pour accompagner la scolarisation des filles.
- mise en œuvre du programme « FIERE, Filles Eduquées Réussissent »

5.6.3 Initiatives genre en enseignement technique et formation professionnelle

On peut citer :

- la tenue du forum genre en ETFP en Février 2019 sur le thème « **femmes dans l'espace francophone : le champ des possibles** » ;
- le renforcement du comité genre et équité en enseignement technique et formation professionnelle ;
- le programme Femme Science Technique (FST) qui a permis en son temps d'intéresser les jeunes filles dans les branches technologiques (cas de l'ENAM, des CFP et ENAE). A ce titre, le taux d'inscription des filles est passé du simple au double ;
- les bonnes dispositions de la lettre de politique de l'ETFP en faveur de la dimension genre. En effet, une des dispositions de cette lettre stipule que : « *le système ETFP doit promouvoir l'équité entre les garçons et les filles en adoptant les programmes à certaines caractéristiques de la clientèle féminine. Il devra donner la priorité dans le développement des nouveaux programmes et enseignements adaptés aux préoccupations professionnelles pour lesquelles la main-d'œuvre féminine est en demande* » ;
- l'opportunité offerte par la mise en place du projet PAFISAM prenant en compte la dimension genre dans la dynamique des ODD et notamment l'ODD5 visant à « parvenir à l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles » ;
- les nouvelles architectures prévoyant les toilettes séparées filles/garçons ;
- le projet d'« Autonomisation économique des filles à travers l'enseignement technique et la formation professionnelle » (Projet DANIDA) ;
- la mise en place de partenariats institutionnels divers ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles apporter un soutien à la réalisation de projets visant à améliorer la scolarisation des jeunes filles, réduire la déperdition scolaire, encourager l'insertion professionnelle des femmes dans les domaines techniques et promouvoir l'excellence scolaire des filles ;
- l'octroi d'équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à l'apprentissage des métiers par les filles ;
- la mise en place d'un programme incitatif pour la clientèle féminine (bourses, subventions diverses) ;
- la sensibilisation tous azimuts (communautés, leader d'opinion, formateurs, gestionnaires d'ETFP et filles elles-mêmes) ;
- la promotion de la Pédagogie Sensible au Genre : PSG (formation des acteurs sur la PSG, dotation ; de matériels et équipements sensibles au genre, motivation des enseignants intégrant le genre)
- l'élaboration, la publication et la diffusion d'un code de conduite en genre ;

- le développement d'un mécanisme d'insertion socioprofessionnelle fiable des sortantes de l'ETFP.

6. RECOMMANDATIONS

6.1 Recommandations d'ordre général

a) A court terme (1 à 2 ans)

- Valoriser la politique de l'ENF et alphabétisation ;
- Formaliser le statut des finissants de la formation ;
- Aplanir les contraintes liées à la question des encadreurs ;
- Tenir compte des réalités socio-économiques et des spécificités de chaque pays ;
- Faire une synthèse des expérimentations ;
- Évaluer les initiatives pour retenir le modèle applicable à l'ensemble des pays ;
- Appuyer chaque pays ;
- Tenir compte des particularités car les pays visent le même objectif malgré les différences dans les appellations ;
- Capitaliser les spécificités de chaque pays ;
- Adopter une stratégie de partage de coût même si l'État devrait être le plus grand contribuable ;
- Envisager des mesures palliatives en cas de crises sécuritaires, humanitaires et/ou sanitaires ;
- Faire une évaluation à l'effet de dégager les forces et faiblesses de l'innovation pour des réajustements requis devant amener à changer de paradigme ;
- Favoriser l'apprentissage de la langue : lecture et écriture.

b) A moyen terme (3 à 5 ans)

- Rédiger les modules avec une centralité sur le programme du primaire ;
- Activer les passerelles par l'insertion de ceux qui optent pour les métiers ;
- Investir dans le développement de l'expertise locale ;
- Disposer d'animateurs ayant les compétences requises ;
- Disposer de ressources adéquates : C'est une condition critique de l'intégration des pays. Tout de même, il ne faut pas se bloquer même si les problèmes de ressources peuvent se poser ;
- Accompagner le modèle qui pourrait contribuer à corriger l'injustice due au système formel d'une part et d'autre part diminuer le chômage ;
- Mutualiser les efforts pour que la fondation ait une dimension réelle ;
- Renforcer la section passerelle de l'initiative.

6.2 Recommandations spécifiques/ciblées

6.2.1 A l'endroit du Gouvernement (Ministère de l'Education)

- Formaliser le statut des finissants de la formation ;

- Recruter au profit du nouveau modèle des encadreurs et animateurs compétents ;
- Renforcer la section passerelle ;
- Accompagner le modèle par une contribution substantielle au financement ;
- Mettre en place une politique viable de valorisation de l'éducation non formelle et alphabétisation ;
- Soutenir une stratégie efficace de développement de l'ENF-A ;
- Mettre en place un plan de communication sociale en faveur de l'ENF-A.

6.2.2 A l'endroit des services déconcentrés et collectivités territoriales

- S'impliquer activement dans la mise en place du nouveau modèle ;
- Activer les passerelles par l'insertion de ceux qui optent pour les métiers ;
- Accompagner la mise en place du nouveau modèle ;
- Tenir compte des réalités socio-économiques et des spécificités de chaque pays.

6.2.3 A l'endroit des partenaires techniques et financiers (PTF)

- Contribuer au financement adéquat ;
- Apporter de l'expertise technique pertinente.

6.2.4 A l'endroit du Consortium

- Mutualiser les efforts des trois organismes : Fondation KARANTA, FAWE et ROCARE ;
- Accompagner le nouveau modèle ;
- Vulgariser les résultats de la recherche.

6.2.5 A l'endroit des structures de mise en œuvre des innovations

- Rédiger des modules avec une centralité sur le primaire et les besoins des communautés bénéficiaires ;
- Tenir compte des réalités socio-économiques et des spécificités de chaque pays dans le dispositif de formation ;
- S'investir pour susciter l'engouement des apprenant-e-s et communautés bénéficiaires.

7. CONCLUSION

Cette section présente cinq conclusions essentielles issue de la recherche sur le nouveau modèle

7.1 Identification et présentation de cinq conclusions clés qu'on peut tirer de la recherche sur le nouveau modèle dans votre pays.

Ces cinq conclusions sont : (i) le remplacement des pratiques existantes ; (ii) le type de matériaux de la structure physique ; (iii) le pilotage ; (iv) les styles d'apprentissage et (v) le financement.

Ces conclusions sont succinctement présentées ci-dessous

7.1.1 Remplacement des pratiques existantes

Le nouveau modèle à visée scolaire devra remplacer les innovations et les pratiques existantes. Il sera doté du statut d'école publique/communale. Il devra être doté de ressources (humaines, financières et matérielles) lui permettant d'être une école où les apprenant-e-s apprendront mieux.

7.1.2 Type de matériaux

La structure physique du nouveau modèle sera construite en matériaux durables devant comporter des toilettes séparées pour filles et garçons ainsi que pour des apprenant-e-s à besoins éducatifs spéciaux¹⁴. L'institution sera un établissement respectant le handicap physique, l'équité genre et zone de l'apprenant-e.

7.1.3 Pilotage

Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels administratifs expérimentés et compétents. L'APEAE, et/ou COGES/AME seront impliqués dans le fonctionnement du nouveau modèle. Ce qui requiert la nécessité de revoir les fonctions et attributions de ces organes. En effet, une plus grande implication des parents rehausserait la qualité des apprentissages. Ils doivent apprécier l'impact du curriculum et matériels didactiques sur les apprentissages. Aussi, doivent-ils faire valoir leurs points de vue sur son impact, celui du matériel didactiques sur les apprentissages.

7.1.4 Styles d'apprentissage

Le nouveau modèle mettra en valeurs tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et la supervision de proximité des enseignants. Les curricula doivent refléter les savoirs locaux tout en veillant à la conformité avec les normes et standards

¹⁴ Personnes à besoins éducatifs spéciaux, une manière modeste d'appeler les personnes vivant avec un handicap

internationaux. Dans le nouveau modèle l'apprenant-e doit profiter d'un environnement lettré que les parents doivent ~~doivent~~ contribuer à mettre en place par la création de centre de lecture.

Les collectivités territoriales faciliteront la mise en œuvre du nouveau modèle d'une part et sa pérennisation d'autre part. Le nouveau modèle, dans les conditions d'apprentissage, veillera aux déterminants du décrochage scolaire comme : effectifs pléthoriques, conditions des salles de classes, manque de tables-bancs..). Des communautés d'apprentissage entre animateurs seront introduites de manière à renforcer leurs connaissances.

Le nouveau modèle disposera de tous les intrants nécessaires. L'enseignement utilisera davantage des TIC : téléphone portable, tablette, ordinateur, internet, réseaux sociaux...

7.1.5 Financement

En ce qui concerne le financement, le multifinancement (Etat, PTF, Fondations et organisation philanthropiques, communautés bénéficiaires) constitue le modèle de financement le plus efficace du nouveau modèle. Un financement coût-efficacité de la nouvelle institution reposera sur un équilibre entre les fonds injectés et dans la nouvelle initiative et dans les rendements scolaires.

7.2 Implications des résultats de la recherche

La recherche sur les centres NAFA en République de Guinée, dans le cadre d'un nouveau modèle de centres/classes passerelle pour Intégrer/réintégrer les enfants et les jeunes non scolarisés et déscolarisés dans le système scolaire et améliorer leur éducation dans six pays membres de la Fondation Karanta de l'Afrique Occidentale, a été conduite auprès des apprenant-e-s, administrateurs, collectivités, enseignant-e-s à l'aide deux types d'outils: quantitatif (KOBO) et qualitatif (Guide d'entretien). Les données recueillies l'ont été sur les sites dans les régions administratives de Conakry, Kindia, Boké, Labé, Kankan et Faranah.

Cette recherche a été une opportunité de constater plusieurs points forts qui sont à capitaliser d'une part et d'autre part d'importants défis à relever. Sur la base des résultats, des recommandations ont été formulées pour relever les principaux défis.

En parlant généralement d'analyse d'impact, la recherche porte sur les effets d'un changement. Les impacts, changements et projets concrets suite aux actions, s'évaluent post projet. Ce qui ne devrait pas se faire sans impliquer les utilisateurs opérationnels. Ils apportent leur expérience et leur savoir-faire des métiers en question.

Pour déterminer les domaines potentiels d'impact, on doit se baser sur des modèles adaptés à la problématique. Dans ce cadre, la structure ci-dessous apporte un référentiel pertinent pour évaluer les domaines impactés :

- **la stratégie** : mission, objectifs stratégiques
- **la structure** : avec notamment les effets sur l'organisation du travail, les processus, les métiers
- **les hommes** : les incidences sur la motivation, les compétences, le style de management

- **les systèmes** : les conséquences sur les systèmes d'information, de décision, d'animation, de rétribution
- **la culture** : les valeurs, les croyances, les normes de comportement

Bien que l'analyse d'impact se fait post projet, les résultats de cette recherche peuvent permettre d'anticiper des implications pour la théorie, la pratique et autres décrits brièvement ci-dessous :

7.2.1 Pour la théorie

Un des impacts pourrait être la contribution à la conception d'un modèle théorique sur les centres et classes à passerelle pour intégrer/réintégrer les enfants et les jeunes non scolarisés et déscolarisés dans le système scolaire. Ce qui du coup participerait à l'amélioration de l'éducation à travers un volet important, celui de l'Éducation Non Formelle.

7.2.2 Pour la pratique

Au delà du modèle théorique, le nouveau modèle préconise par exemple le recours aux métiers et l'organisation du travail.

7.2.3 Autres

Un impact sur les aspects culturels est à souligner par :

- la valorisation de l'ENF ;
- les normes de comportement ;
- une croyance améliorée.

8. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Borg, W. R. (&Gall, M. D. (1989). Educational Research; An Introduction (5th ed.). New York; Longman.
2. Diarra, M.C. (1997). Educational Costs and Cost Recovery in Developing Countries.; The Case of Mali. Unpublished Dissertation; Louisiana State University, Baton Rouge, Louisiana, USA.
3. Dr Baba Diané, Politiques et Pratique de formation technique et professionnelle face au défi de l'insertion socio-professionnelle des filles : cas de la République de Guinée
4. FEG/FAWE, Mai 2015, Rapport Narratif de l'Évaluation du projet DANIDA
5. Lettre de Politique de Développement de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
6. Lincoln, Y., & Guba, E. (1985). Naturalistic Inquiry. Beverly Hil, CA; Sage.
7. Mohamed Chérif DIARRA, PhD et SANOU/DAO Bernadette sous la coordination scientifique du Pr Nouhoun SIDIBE, protocole de recherche sur les pratiques et innovations éprouvées dans les six (06) pays membres de la Fondation Karanta en Afrique occidentale
8. RESEN (2018) : Rapport d'État du système éducatif National Guinéen, Conakry 2018
9. Secteur de l'Éducation et de la Formation, Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (ProDEG) 2020-2029, Conakry 2019
10. Secteur de l'Éducation et de la Formation, Rapport de Performance 2020 du système guinéen d'éducation

9. ANNEXES :

ANNEXE A : FICHE CONSOLIDÉE DES OUTILS D'ANALYSE QUALITATIVE (GUIDES D'ENTRETIEN)

I. ENTRETIEN INDIVIDUEL APPRENANT-E

1. Pourquoi as-tu été recruté-e dans le centre ?/Pourquoi as-tu été inscrit-e dans ce centre ?
2. Comment s'est fait ton recrutement ?/Qui a fait ton inscription ?
3. Qu'est-ce qu'on vous apprend dans votre centre/structure ?
4. Que penses-tu du centre/de la structure dans lequel/laquelle tu es inscrit-e ? (les contenus enseignés, les langues d'enseignement etc.)/comment trouves-tu le centre/la structure dans lequel/laquelle tu es inscrit-e ?
5. Es-tu content-e de ce qu'on t'apprend dans ton centre/ta structure ?
Oui-----Non-----
Pourquoi ?
6. Qu'est-ce que tu aurais aimé apprendre d'autre dans ton centre/ta structure ? Pourquoi ? :
7. Qu'est-ce que tu n'aimes pas dans ce qu'on apprend dans ton centre/ta structure
Pourquoi ?
8. Dans quelles matières as-tu des difficultés ? pourquoi ?
9. Dans quelles matières as-tu les meilleurs résultats ?
pourquoi ?
10. Dans quelle langue as-tu des difficultés ?
pourquoi ?
11. Dans quelle langue as-tu les meilleurs résultats ?
pourquoi ?
12. Qu'aimerais-tu ajouter d'autre à cet échange ?/As-tu quelque autre chose à ajouter ?

II. ADMINISTRATEUR ET INNOVATION

1. Quelle appréciation avez-vous de l'innovation/des innovations en cours dans votre pays ?
2. Cette innovation/ces innovations est-elle/sont-elles adapté(es) aux besoins de formation des enfants hors école de votre pays ? Oui...Non...
Expliquez.....
3. Avez-vous été impliqué-e dans le choix de cette innovation/de ces innovations en cours dans votre pays ? Oui....non...
Expliquez.....
4. Avez-vous été impliqué-e dans le processus de son/leur implantation ? Oui-----Non---
Expliquez :-----
5. Que pensez-vous des structures d'exécution de l'innovation/des innovations en cours dans votre pays ?.....

-
-
6. Quelles compétences seraient requises sur le terrain pour l'encadrement de l'innovation/des innovations ?.....
 7. Comment voyez-vous une innovation éducative à visée scolaire ?.....
 8. Quels seraient vos besoins particuliers de renforcement de capacités pour une meilleure gestion de cette innovation/ces innovations?-----
 9. Que souhaiteriez-vous voir enseigné dans les centres/les structures ?-----
 10. Expliquez pourquoi-----
 11. Qui pourrait assurer cet enseignement ?-----
 12. Comment les choses se passent-elles à la fin de la formation des apprenant-e-s ?-----
 13. Comment voyez-vous l'avenir des structures implantées/de l'innovation implantée dans votre pays ?-----
 14. Pensez-vous que cette innovation pourrait être généralisée /ces innovations pourraient être généralisées ? oui----non----expliquez-----
-

15. Quel devrait être le montage adéquat pour le financement de l'innovation retenue ?
(financement étatique uniquement, financement P.T.F. uniquement, partenariat avec les collectivités, contribution des populations, financement des populations uniquement, etc.)

II.1 LES RISQUES

16. Il est possible que les études au niveau des pays n'arrivent pas à dégager un modèle applicable à l'ensemble des six pays membres de la Fondation Karanta (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal). Qu'en pensez-vous ?.....
17. Quelles seraient vos recommandations pour dégager un modèle applicable à l'ensemble des six pays membres de la fondation Karanta ?.....
18. Il est possible également que la synthèse de l'ensemble des innovations des pays de la fondation Karanta ne soit pas modélisable. Qu'en pensez-vous.....
19. Quelles seraient vos recommandations pour la modélisation de cette synthèse ?.....
20. Il est possible qu'un financement adéquat et suffisant ne soit pas disponible pour la mise à l'essai de l'innovation identifiée. Qu'en dites-vous ?.....Quelle s seraient vos recommandations ?
21. Les conditions sécuritaires, humanitaires et sanitaires peuvent handicaper la mise à l'essai de l'innovation identifiée au niveau pays. Qu'en pensez-vous ?.....
22. Qu'aimeriez-vous ajouter d'autre à cet échange ?-----

III. INNOVATION ET ELUS LOCAUX

1. Êtes-vous au courant de l'existence d'une innovation dans votre localité ?
2. Quel problème l'innovation peut-elle résoudre ? et qui cible-t-elle ?
3. Existence d'innovation/pratique d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans la Commune/le Département : Oui, Non
4. Type d'innovation/pratique d'éducation :
5. Institution d'exécution :
État, O.N.G., Autres (à spécifier) : -----
6. Comment la collectivité territoriale participe-t-elle à la vie, au fonctionnement du centre ? :-----

7. Quelle appréciation avez-vous de l'innovation en cours dans votre localité en matière d'éducation non formelle ? :-----

8. Comment l'innovation a-t-elle été implantée dans votre localité ? :-----

9. La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans le choix de l'innovation ?
Oui-----Non-----
Justifiez votre réponse-----

--La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans l'implantation de l'innovation ?
Oui-----Non-----
Justifiez votre réponse-----

--La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans le choix des structures de mise en œuvre (agence et/ou opérateur de mise en œuvre) ?
Oui-----Non-----
Justifiez votre réponse-----

--Pouvez-vous expliquer comment se fait le recrutement/l'inscription des apprenant-e-s
10. La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans ce recrutement ?
Oui.....Non
Expliquez-----
-
11. Êtes-vous satisfait de l'enseignement dispensé dans le centre ?
Oui-----Non-----
Expliquez.....
12. Pouvez-vous expliquer comment se fait le recrutement des animateurs/animatrices ?
.....
13. La collectivité territoriale a-t-elle été impliquée dans ce recrutement ?
Oui.....Non
Expliquez-----

14. Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec les structures de mise en œuvre ?
Oui-----non-----
Expliquez-----

15. Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec les services locaux en charge de l'éducation dans la mise en œuvre de l'innovation ?

Oui-----Non-----

Expliquez-----

--

16. Que souhaiteriez-vous voir enseigné comme sujets ou connaissances valeurs socioculturelles de la localité dans le centre ?-----

----- Expliquez pourquoi -----

17. Quel(s) besoins en formation du milieu souhaiteriez-vous voir enseigné dans le centre ?.....

.....

.....

Expliquez pourquoi-----

--

18. Qui pourrait assurer cet enseignement selon vous ?-----

19. Comment les choses se passent-elles à la fin de la formation des apprenant-e-s ?.....

~~20.~~ Que deviennent les élèves après leur formation ?-----

21. Quel rôle la collectivité territoriale joue-t-elle ou souhaiterait-elle ou pourrait-elle jouer dans l'orientation des sortant-e-s du centre ?-----

22. Comment voyez-vous l'avenir du centre/innovation implanté-e dans votre localité ?-----

23. Pensez-vous que ce genre d'innovation pourrait-être généralisé ?

Oui----Non-----

Expliquez-----

--

24. Qu'aimeriez-vous ajouter d'autre à cet échange ? -----

IV. GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL MEMBRES COGES/A.P.E/A.M.E.

1. Quelle est la nature de la structure-----

2. Institution d'exécution :

a. État, O.N.G. (spécifier)

3. Comment le COGES/L’A.P.E./L’A.M.E. participe-t-il/elle à la vie du centre/de la structure ? :-----

4. Quelle appréciation avez-vous de l’innovation en cours dans votre localité ?.....

5. Quelle appréciation avez-vous de cette façon d’insérer les jeunes dans l’éducation ?:-----

6. Comment l’innovation a-t-elle été implantée dans votre localité ?:-----

7. Comment se fait le recrutement/l’inscription des apprenant-e-s ?-----

8. Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la structure de mise en œuvre ? :
 - a. Oui-----Non-----
 - b. Justifiez votre réponse-----

9. Que souhaiteriez-vous voir enseigné comme éléments / valeurs socioculturelles de la localité dans le centre/la structure ?-----

 - a. Justifiez votre réponse-----

10. Qui pourrait assurer cet enseignement (ou ces enseignements) selon vous ?-----

11. Comment les choses se passent-elles à la fin de la formation des apprenant-e-s ?.....
12. Que deviennent les apprenant-e-s à la fin de la formation dans le centre/la structure ?-----

13. Le COGES/A.P.E./A.M.E. est-il/est-elle impliqué-e dans la gestion des sortants de l’innovation ?
 - a. Si oui, comment ? -----

b. Si non pour quelles raisons ?-----

14. Comment voyez-vous l'avenir du centre/de la structure implanté-e dans votre localité ?---

15. Qu'aimeriez-vous ajouter d'autre à cet échange ? :-----

V. INNOVATION ET ENSEIGNANTS

1. Quelle appréciation avez-vous de l'innovation dont vous avez la charge ?-----

2. Comment avez-vous été recruté-e pour y enseigner ?-----

3. Avez-vous été impliqué dans le processus d'implantation de l'innovation dans la localité ? Oui-----Non--- Expliquez :-----

4. Pouvez-vous expliquer comment se fait le recrutement des apprenant-e-s -----

5. Êtes-vous associé-e au recrutement des apprenant-e-s ? oui---non---expliquez-----

6. Rencontrez-vous des difficultés particulières dans vos tâches d'enseignement ? oui-----non-----expliquez-----

7. Quelles sont les matières pour lesquelles vous avez des difficultés d'enseignement pourquoi ?-----

8. Quelles sont celles qui vous sont plus facile à enseigner

- a. pourquoi ?-----

9. Quels sont vos besoins particuliers de renforcement de capacités pour une meilleure exécution de vos tâches d'enseignement ?-----

10. Quel type d'appui recevez-vous des structures déconcentrées de l'éducation ?.....
.....
.....
11. Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la structure de mise en œuvre : oui-----
non----- expliquez-----

12. Êtes-vous satisfait de votre collaboration avec la communauté (COGES A.P.E. A.M.E) :
oui-----non----- expliquez-----

13. Que souhaiteriez-vous voir enseigné d'autre dans le centre/la structure ?-----

a. Expliquez pourquoi-----

14. Qui pourrait assurer cet enseignement-----

15. Comment les choses se passent-elles à la fin de la formation des apprenant-e-s-----

16. Comment voyez-vous l'avenir du centre/de la structure implanté-e/de l'innovation implantée dans votre localité ?-----

17. Pensez-vous que cette innovation pourrait être généralisée ? oui-----non-----expliquez-----

18. Qu'aimeriez-vous ajouter d'autre à cet échange :-----



OUTILS D'ANALYSE QUANTITATIVE (LOGICIEL KOBO)

ÉTUDE DU NOUVEAU MODÈLE

QUESTIONNAIRE VERSION ADMINISTRATEURS ET GESTIONNAIRES

Ce questionnaire fait partie intégrante du protocole de recherche sur le « nouveau programme d'alphabétisation et d'éducation non formelle à visée scolaire ». Il est structuré autour de cinq sections et est destiné aux apprenant(e)s des centres d'innovation. Veuillez le renseigner de manière complète. Les données recueillies servent uniquement à la réalisation de l'étude sur le nouveau modèle de centres passerelles.

1. La nature de l'innovation ou de la pratique
2. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance de l'innovation
3. Le processus enseignement-apprentissage/enseignement bilingue
4. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques)
5. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré et socio-économique, etc.)
6. Les sources alternatives de financement et les partenariats
7. Les risques

+++++

Identification

Nom/Prénoms..... Code de l'enquêteur :.....

3Ecole/centre.....

Commune :

Département/Cercle:

Région :

Pays.....

Veuillez indiquer votre position concernant chacune des affirmations suivantes en mettant une croix dans la case quicorrespond le mieux sur l'échelle : pas du tout d'accord, pas d'accord, d'accord, entièrement d'accord.

1. La nature de l'innovation ou de la pratique à visée éducative

N°	ITEMS	GRILLE DE RÉPONSES1 à 4	Mettez une croix
1	Le nouveau modèlede centres passerelles est doté du statut d'école	Publique/communale	
		communautaire	
		confessionnelle	
		privée	
2	Le nouveau modèleest une école qui n'est pas chère	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
3		Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	

	Le nouveau modèle est une école qui va permettre d'apprendre plus rapidement	D'accord	
		Tout à fait d'accord	
4	Le nouveau modèle est une structure physique construite en matériaux durables	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
5	Le nouveau modèle comportera des toilettes pour handicapés et séparées pour filles et garçons	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
6	L'institution sera un établissement qui respecte la situation de handicap et l'équité et l'égalité de genre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

2. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance

7	Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels expérimentés et compétents	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
8	La nouvelle institution sera dotée de tous les organes de gouvernance participative tels que gouvernement des élèves, comité de gestion scolaire et/ou APE.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
9	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
10	Toutes les nouvelles structures seront dotées de tous les organes de gouvernance pour assurer leur bon fonctionnement et garantir le succès des apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
11	Les structures déconcentrées de l'éducation et décentralisées joueront leur rôle statutaire pour garantir le succès des apprenants.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

3. Le processus enseignement-apprentissage/bilinguisme

12	Le bilinguisme comme stratégie d'enseignement est un puissant déterminant de succès des apprenants dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
13	Les méthodes pédagogiques utilisées sont appropriées et permettent de bien apprendre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

e

14	Les pratiques de classes sont utiles car adaptées aux styles et aux stratégies d'apprentissage et au genre des apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

15	Les conditions d'apprentissage (effectifs élevés, conditions déplorable des salles de classes, manque de tables-bancs) peuvent constituer des déterminants de décrochage scolaire dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

16	Le nouveau modèle permettra aux apprenant(e) de travailler davantage ensemble pour atteindre de meilleurs résultats.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

4. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques, etc.)

17	Les livres ne sont pas suffisants pour tous les apprenant(e)s.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

18	Les programmes d'enseignement ne sont pas assez intéressants pour les apprenant (e)s.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

19	La qualité des livres n'est pas bonne et leur nombre est limité	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

20	L'enseignement utilise peu les nouvelles technologies (téléphones portables, ordinateurs, internet, et réseaux sociaux – facebook, whatsApp, etc.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

21	De manière générale, l'institution se trouve dans un état de dénuement total en ce qui concerne les intrants clés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

5. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré, socio-économique, etc.)

22	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant(e) contribue à améliorer ses acquis et constituent un déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

23	L'environnement familial joue un rôle important dans l'apprentissage des apprenant(e)s.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

24		Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	

	L'environnement social dans lequel vit l'apprenant (e) ne contribue pas à capitaliser l'acquisition des connaissances par l'apprenant(e)	D'accord	
		Tout à fait d'accord	

25	L'apprentissage avec les camarades et ou la mise en commun des façons d'apprendre doivent être renforcés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

6. Les sources alternatives de financement/les partenariats, etc.)

26	L'État doit être le seul bailleur de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

27	Les PTF doivent être les seuls pourvoyeurs de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

28	Les Fondations et les organisations philanthropiques doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

29	Les communautés bénéficiaires doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

30	Le multi financement (État, PTF, Fondations, organisations philanthropiques et communautés locales) constitue le modèle de financement le plus efficace de la nouvelle institution	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

31	Un financement coût-efficace de la nouvelle innovation reposera sur un équilibre entre les fonds injectés dans la nouvelle initiative et les rendements scolaires	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

7. Les risques

32	Il existe le risque que les études au niveau pays n'arrivent pas à dégager un modèle applicable à l'ensemble des six pays membres de la Fondation Karanta (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

33	Il existe également le risque de ne pas pouvoir réaliser une synthèse de l'ensemble des innovations au niveau des pays membres de la Fondation Karanta qui soit modélisable	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

34	Il existe le risque que tous les six pays n'adoptent pas le nouveau modèle.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	

		Tout à fait d'accord	
35	Il existe le risque que tous les six pays ne s'engagent pas pour une mise en œuvre rapide du nouveau modèle même s'ils l'adoptent.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
36	Il existe le risque qu'un financement adéquat et suffisant ne soit pas disponible pour la mise place, l'exécution et le passage à l'échelle de 'innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
37	Les conditions sécuritaires, humanitaires et sanitaires peuvent mettre à rude épreuve le passage à l'échelle de la nouvelle innovation au niveau pays	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	



ETUDE DU NOUVEAU MODÈLE QUESTIONNAIRE VERSION ENSEIGNANT-E- (S)

Ce questionnaire fait partie intégrante du protocole de recherche sur le « nouveau programme d’alphabétisation et d’éducation non formelle à visée scolaire ». Il est destiné aux enseignants des centres d’innovation. Veuillez le renseigner de manière complète. Les données recueillies serviront uniquement à la réalisation de l’étude sur le nouveau modèle de centres passerelles.

Ce questionnaire est structuré autour de sept sections qui incarnent le mieux l’innovation ou la pratique.

1. La nature de l’innovation ou de la pratique
2. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance de l’innovation
3. Le processus enseignement-apprentissage/enseignement bilingue
4. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques)
5. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré et socio-économique, etc.)
6. Les sources habituelles et alternatives de financement/les partenariats, etc.
7. Les risques

+++++

1. Identification

Noms/Prénoms.....Sexe.....
 Niveau d’études.....
 Ecole/Centre.....
 Commune.....
 Département /Cercle.....
 Région.....
 Pays
 Titre/Fonction.....
 Code de l’enquêteur

Veuillez indiquer votre position concernant chacune des affirmations suivantes en mettant une croix dans la case qui correspond le mieux : pas du tout d’accord, pas d’accord, d’accord, entièrement d’accord.

2. La nature de l’innovation ou de la pratique à visée éducative

N°	ITEMS	GRILLE DE RÉPONSES 1 à 4	Mettez une croix
1	Le nouveau modèle sera doté du statut d’école	publique/communale	
		communautaire	
		professionnelle	
		privée	
2	Le nouveau modèle sera une école performante	Pas du tout d’accord	
		Pas d’accord	
		D’accord	
		Tout à fait d’accord	
3	Le nouveau modèle sera une structure physique construite en matériaux durables	Pas du tout d’accord	
		Pas d’accord	
		D’accord	

		Tout à fait d'accord	
4	Le nouveau modèle comportera destoilettes pour handicapés et séparées pour filles et garçons	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
5	L'institution sera un établissement qui accepte les handicapés et respecte l'équité et l'égalité de genre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

3. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance

6	Le nouveau modèle sera piloté par une équipe de professionnels expérimentés et compétents	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
7	La nouvelle institution sera dotée de tous les organes de gouvernance participative tels que gouvernement des élèves, comité de gestion scolaire et/ou APE.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
8	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
9	Les nouvelles structures seront dotées de tous les organes de gouvernance pour assurer leur bon fonctionnement et garantir le succès des apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
10	Les structures déconcentrées de l'éducation joueront leur rôle statutaire pour garantir le succès des apprenant(e)s.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
11	Les collectivités territoriales faciliteront la mise en œuvre du nouveau modèle et sa pérennisation.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

4. Le processus enseignement-apprentissage/bilinguisme

12	Le bilinguisme comme medium d'enseignement est un puissant déterminant de succès des apprenants dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
13	La qualification des enseignant(e)s est très importante dans le succès de l'apprenant (e). Les bons enseignant (e)s font les bons apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

14	Il existe une insuffisance notoire dans la formation initiale et continue de l'enseignant (e) qui annihile le succès de l'apprenant(e).	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
15	Les mauvaises conditions d'apprentissage (effectifs élevés, conditions déplorables des salles de classes, manque de tables-bancs) constituent des déterminants de décrochage scolaire dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
16	Le nouveau modèle mettra en valeur tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et le suivi-encadrement de proximité	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
17	Les communautés d'apprentissage entre enseignant(e) seront introduites dans le nouveau modèle de manière à renforcer leurs connaissances	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

5. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques, etc.)

18	Les intrants ne sont pas à la hauteur des besoins (qualité et quantité)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
19	Les curricula ne répondent pas aux normes et standards internationaux	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
20	Les curricula ne motivent pas les apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
21	Le matériel didactique manque.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
22	Le matériel didactique n'est pas de bonne qualité et son utilisation par les apprenant(e)s n'est pas régulière	E	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
23	L'enseignement utilise peu les TIC à travers certains supports numériques dont l'apport pourrait améliorer la performance des apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
24	De manière générale, l'institution se trouve dans un état de dénuement total en ce qui concerne les intrants clés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

6. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré, socio-économique, etc.)

25	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant (e) contribue à l'amélioration de ses acquis et constituent un déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
26	L'environnement familial joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
27	L'environnement scolaire joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
28	L'apprenant (e) profite de l'environnement lettré dans lequel il baigne	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
29	L'influence des pairs est également un déterminant important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant(e)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

7. Les sources alternatives de financement/les partenariats, etc.)

30	L'État doit être le seul bailleur de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
31	Les PTF doivent être les seuls pourvoyeurs de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
32	Les Fondations et les organisations philanthropiques doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
33	Les communautés bénéficiaires doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
34	Le multi financement (État, PTF, Fondations, organisations philanthropiques et communautés locales) constitue le modèle de financement le plus efficace de la nouvelle institution	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
35	Un financement coût-efficace de la nouvelle innovation reposera sur un équilibre entre les fonds injectés dans la nouvelle initiative et les rendements scolaires	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

8. Les risques

36	Il existe le risque que les études au niveau pays n'arrivent pas à dégager un modèle applicable à l'ensemble des six pays membres de la Fondation Karanta (Burkina Faso, Côte d'ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
37	Il existe également le risque de ne pas pouvoir réaliser une synthèse de l'ensemble des innovations au niveau des pays membres de la Fondation Karanta qui soit modélisable	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
38	Il existe le risque que tous les six pays n'adoptent pas le nouveau modèle.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
39	Il existe le risque que tous les six pays ne s'engagent pas pour une mise en œuvre rapide du nouveau modèle même s'ils l'adoptent.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
40	Il existe le risque qu'un financement adéquat et suffisant ne soit pas disponible pour la mise place, l'exécution et le passage à l'échelle de 'innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
41	Les conditions sécuritaires, humanitaires et sanitaires peuvent mettre à rude épreuve le passage à l'échelle de la nouvelle innovation au niveau pays	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	



ÉTUDE DU NOUVEAU MODÈLE QUESTIONNAIRE VERSION APPRENANT (E)S

Ce questionnaire fait partie intégrante du protocole de recherche sur le « nouveau programme d’alphabétisation et d’éducation non formelle à visée scolaire ». Il est destiné aux apprenant(e)s des centres d’innovation. Veuillez le renseigner de manière complète. Les données recueillies servent uniquement à la réalisation de l’étude sur le nouveau modèle de centres passerelles.

Ce questionnaire est structuré autour de cinq sections qui présentent le mieux l’innovation ou la pratique.

1. La nature de l’innovation ou de la pratique
2. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance de l’innovation
3. Le processus enseignement-apprentissage/enseignement bilingue
4. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques)
5. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré et socio-économique, etc.)

+++++

Identification

Nom/Prénoms.....

Age.....

3Ecole/centre.....

Commune : -----

Département/Cercle: -----

Région : -----

Pays.....

Code de l’enquêteur.....

Veuillez indiquer votre position concernant chacune des affirmations suivantes en mettant une croix dans la case quicorrespond le mieux : pas du tout d’accord, pas d’accord, d’accord, entièrement d’accord (1 à 4).

8. La nature et les caractéristiques de l’innovation ou de la pratique à visée éducative

N°	ITEMS	GRILLE DE RÉPONSES	Mettez une croix
1	Le nouveau modèle est doté du statut d’école	Publique/communale	
		communautaire	
		confessionnelle	
		privée	
2	On m’a inscrit au centre parce que mes parents et moi ne voulions pas que je reste analphabète	Pas du tout d’accord	
		Pas d’accord	
		D’accord	
		Tout à fait d’accord	
3	Le nouveau modèle sera une école qui n’est pas chère	Pas du tout d’accord	
		Pas d’accord	
		D’accord	
		Tout à fait d’accord	
4		Pas du tout d’accord	
		Pas d’accord	

	Le nouveau modèle sera une école qui permettra d'apprendre plus rapidement	D'accord	
		Tout à fait d'accord	
5	Le nouveau modèle est une structure physique construite en matériaux durables	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
5	Le nouveau modèle comportera des toilettes pour handicapés et séparées pour filles et garçons	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
6	L'institution sera un établissement qui respecte la situation de handicap de l'apprenant(e) et l'équité et l'égalité de genre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

9. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance

7	L'école sera dirigée par un bon directeur	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
8	L'école aura un gouvernement des élèves, un comité de gestion scolaire et/ou une APE.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
9	Une bonne direction de l'école est un facteur déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
10	Le directeur de l'école doit imposer la discipline, la bonne conduite et le travail à l'école	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

10. Le processus enseignement-apprentissage/bilinguisme

11	J'apprendrai mieux si le maître utilise le Français et ma langue maternelle comme langues d'instruction	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
12	J'apprends mieux lorsque nous sommes en groupe	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
13	En classe un maître qui s'intéresse à tous les apprenant(e)s permet à tous d'apprendre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
14		Pas du tout d'accord	

e

	Quand il y a plus de cinquante (50) apprenant(e)s dans une classe l'apprentissage devient difficile	Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

15	Le nouveau modèle permettra aux apprenant(e)s de travailler davantage ensemble pour atteindre de meilleurs résultats.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

11. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques, etc.)

16	Les livres ne sont pas suffisants pour tous les apprenant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

17	Les programmes d'enseignement ne sont pas assez adaptés aux besoins des apprenant (e)s.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

18	La qualité des livres n'est pas bonne et leur nombre est limité	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

20	Je n'ai pas de téléphone portable dont je peux me servir pour apprendre	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

21	Notre centre passerelle manque de maitres bien formés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

12. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré, socio-économique, etc.)

22	L'apprentissage est limité dans le contexte social	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

23	Le milieu familial ne favorise pas beaucoup l'apprentissage	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

24	A la maison je n'ai pas le temps de faire mes devoirs	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

25	Après l'école nous révisons ensemble les leçons mes camarades de classe et moi	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	



ÉTUDE DU NOUVEAU MODÈLE QUESTIONNAIRE VERSION PARENT (S) D'ÉLÈVES

Ce questionnaire fait partie intégrante du protocole de recherche sur le « nouveau programme d'alphabétisation et d'éducation non formelle à visée scolaire ». Il est destiné aux parents d'élèves décentrés d'innovation. Veuillez le renseigner de manière complète. Les données recueillies servent uniquement à la réalisation de l'étude sur le nouveau modèle de centres passerelles.

Ce questionnaire est structuré autour de sept sections qui incarnent le mieux l'innovation ou la pratique.

1. La nature de l'innovation ou de la pratique
2. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance de l'innovation
3. Le processus enseignement-apprentissage/enseignement bilingue
4. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques)
5. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré et socio-économique, etc.)
6. Les sources habituelles et alternatives de financement/les partenariats, etc.
7. Les risques

+++++

1. Identification

Noms/Prénoms..... Sexe.....

Niveau d'études.....

Commune :

Département :

Région

Pays.....

Code de l'enquêteur.....

Organisation.....

Titre/Fonction.....

Veuillez indiquer votre position concernant chacune des affirmations suivantes en mettant une croix dans la case qui correspond le mieux : pas du tout d'accord, pas d'accord, d'accord, entièrement d'accord.

2. La nature de l'innovation ou de la pratique à visée éducative

N°	ITEMS	GRILLE DE RÉPONSES 1 à 4	Mettez une croix
1	Le nouveau modèle sera doté du statut d'école	publique/communale	
		communautaire	
		professionnelle	
		privée	

2	Le nouveau modèle sera doté de ressources (financières, humaines et matérielles) lui permettant d'être une école performante (bonne école)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

3	Le nouveau modèle sera une structure physique construite en matériaux durables	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	

		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
4	La structure physique du nouveau modèle comportera des toilettes séparées pour filles et garçons ainsi que pour handicapés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
5	L'institution sera un établissement qui respecte le handicap physique l'équité et l'égalité de genre de l'apprenant(e)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

3. Le pilotage institutionnel ou la gouvernance

6	Le nouveau modèle est piloté par une équipe de professionnels administratifs expérimentés	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
7	La nouvelle institution est dotée de tous les organes de gouvernance participative tels que le gouvernement des élèves, le comité de gestion scolaire et/ou l'APE.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
8	Une bonne gouvernance scolaire est un facteur déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
9	L'APE jouera un rôle plus important dans la gestion des affaires du nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
10	Il y a nécessité de revisiter les fonctions et attributions de l'APE et du comité de gestion scolaire dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

4. Le processus enseignement-apprentissage/bilinguisme

11	Le bilinguisme comme stratégie d'enseignement est un puissant déterminant de succès des apprenant(e)s dans le nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
12	La qualification des enseignant(e)s est très importante dans le succès de l'apprenant (e) (les bons enseignant(e)s font les bons apprenant(e)s)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
13	La majorité des parents d'élèves n'est pas instruite ce qui ne leur permet pas de suivre les apprenant(e)s à la maison	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

14	Si les parents s'impliquaient davantage dans l'éducation des apprenant(e)s la synergie ainsi créée avec les derniers rehausserait de manière significative la qualité des apprentissages du nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
15	Le nouveau modèle mettra en valeur tous les styles d'apprentissage, les approches pédagogiques éprouvées et la supervision de proximité des enseignant(e)s	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

5. Les intrants (curricula, matériel didactique, supports numériques, etc.)

16	Les parents doivent contrôler l'impact des intrants surtout le curriculum et le matériel didactique sur les apprentissages dans le nouveau modèle		
		Pas d'accord	
		D'accord	
17	Les curricula du nouveau modèle doivent refléter les éléments locaux mais doivent également être conformes aux normes et standards internationaux	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
18	Le nouveau modèle peut être handicapé par l'insuffisance de matériel didactique approprié et de qualité	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
19	Le nouveau modèle doit utiliser à bon escient les TIC comme outil d'acquisition de nouvelles connaissances dont l'apport pourrait consolider les apprentissages	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
20	Les parents doivent encourager les autorités éducatives compétentes à doter le nouveau modèle de moyens (financiers, humains, matériels) adéquats pour accomplir sa mission	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

6. Le contexte (environnement familial, scolaire, lettré, socio-économique, etc.)

21	Le contexte socio-économique, social et culturel de l'apprenant (e) contribue à l'amélioration de ses acquis et constitue un déterminant de succès	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
22	L'environnement familial joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
23	L'environnement scolaire joue un rôle important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
24	Dans le nouveau modèle, l'apprenant(e) doit profiter d'un environnement lettré que les parents	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	

	doivent contribuer à mettre en place par la création de centres de lecture	D'accord	
		Tout à fait d'accord	
25	L'influence des pairs peut également être un déterminant important dans l'acquisition des connaissances par l'apprenant (e) dans le nouveau modèle.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

7. Les sources alternatives de financement/les partenariats, etc.)

26	L'État doit être le seul bailleur de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
27	Les PTF doivent être les seuls pourvoyeurs de fonds de la nouvelle innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
28	Les Fondations et organisations philanthropiques doivent être les seuls bailleurs de fonds du nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
29	Les communautés bénéficiaires doivent être les seuls bailleurs de fonds de l'initiative	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
30	Le multi financement (État, PTF, Fondations, organisations philanthropiques et communautés locales) constitue le modèle de financement le plus efficace de la nouvelle institution	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
31	Un financement coût-efficace de la nouvelle innovation doit reposer sur un équilibre entre les fonds injectés dans la nouvelle initiative et les rendements scolaires	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
32	Les parents sont favorables à la mise sur pied de synergie et de partenariat stratégiques en faveur du nouveau modèle	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

8. Les risques

33	Il existe le risque que les études au niveau pays n'arrivent pas à dégager un modèle applicable à l'ensemble des six pays membres de la Fondation Karanta (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal)	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
34	Il existe également le risque de ne pas pouvoir réaliser une synthèse de l'ensemble des	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	

	innovations au niveau des pays membres de la Fondation Karantaqui soit modélisable	Tout à fait d'accord	
35	Il existe le risque que tous les six pays n'adoptent pas le nouveau modèle.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
36	Il existe le risque que tous les six pays ne s'engagent pas pour une mise en œuvre rapide du nouveau modèle même s'ils l'adoptent.	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
37	Il existe le risque qu'un financement adéquat, pérenne et suffisant ne soit pas disponible pour la mise en place, l'exécution et le passage à l'échelle de 'innovation	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	
38	Les conditions sécuritaires, humanitaires et sanitaires peuvent mettre à rude épreuve le passage à l'échelle de la nouvelle innovation au niveau pays	Pas du tout d'accord	
		Pas d'accord	
		D'accord	
		Tout à fait d'accord	

ANNEXE B : liste des personnes interrogées

Les catégories rencontrées sont : (i) Administrateurs ; (ii) Enseignant-e-s ; (iii) APEAE/COGES ; (iv) Apprenant-e-s ; (v) Elus locaux

N°	Prénoms et NOM	Site	Genre
Administrateurs			
1.	Kakouma Doumbouya	DCE Matoto	Masculin
2.	Massakoro CONDÉ	IRE Faranah	Masculin
3.	Bangaly CONDÉ	Point Focal Fondation Karanta	Masculin
4.	Jean Niouma Sayandouno	Directeur National AENF	Masculin
5.	Tibou Traoré	Chargé Inspection IRE Faranah	Masculin
6.	Mamady Traoré	IRE/Faranah	Masculin
7.	Sayon Bomba Mara	DPE/Faranah	Masculin
8.	Mohamed Kéïta	DPE/Faranah	Masculin
9.	Sékou Konaté	DPE/Faranah	Masculin
10.	Souleymane Camara	Directeur BSD	Masculin
11.	Kerfalla Camara	DPE/Faranah	Masculin
Elus locaux			
12.	Aboubacar Yatara	Kouria	Masculin
13.	Aminata Doumbouya	Kankan	Féminin
14.	Alkaly Bangoura	Mafèrènya/Forécariah	Masculin
15.	Mariama Saïdou Camara	Maférénya/Forécariah	Masculin
16.	Amara Kouyaté	Faranah	Masculin
17.	Elhadj Aboubacar Barry	Faranah	Masculin
18.	Mamady Sacko	Kankan	Masculin
19.	Mamady Kourouma	Kankan	Masculin
20.	Abdrahamane Diallo	Tamagaly/Mamou	Masculin
21.	Mamadou Sadio Sow	Tamagaly/Mamou	Masculin
22.	Maoudou Diallo	Hindè/Labé	Masculin
23.	Elhadj Almamy Sow	Kèbaly/Dalaba	Masculin
24.	Mamady Sacko	Kankan	Masculin
25.	Daouda Diallo	Tanènè/Kindia	Masculin
26.	Alsény Finando	Tanènè/Kindia	Masculin
27.	Mamadouba Yattara	Tanènè/Kindia	Masculin
28.	Alpha Oumar Sacko	Sabèndè/Boké	Masculin
29.	Lansana Boffa Camara	Sabèndè.Boké	Masculin
30.	Alama Conté	Sangaredi/Boffa	Masculin
31.	Dian Pathé Bah	Fria	Masculin
Enseignant-e-s			
32.	Ibrahima Diané	Kankan	Masculin
33.	Mariama Dalanda Diallo	ENTA Nord	Féminin
34.	Bakary KEIRA	Faranah	Masculin
35.	Mariama Camara	Boffa	Féminin
36.	Saran Kouyaté	Tanènè	Féminin
37.	Abdoulaye Mariama Camara	Kouria	Masculin
38.	Jeanna Yomboy Mansaré	Fria	Féminin

39.	Thierno Moussa Diallo	Tamagaly	Masculin
40.	Mamadou Sow	Hindè	Masculin
41.	Mohamed Camara	Mafèrènya	Masculin
42.	Karamoko Sylla	Mafèrènya	Masculin
43.	Aminata Soumah	Boffa	Féminin
44.	Mariama Bah	Sangarédi	Féminin
45.	Aminata Mouctar Bah	Sangarédi	Féminin
46.	Pauline Somparé	Sabèndè 1	Féminin
47.	Kol Kol Lama	Sabèndè 1	Féminin
48.	Angéline Gobou Gbilémou	Marèrenya	Féminin
49.	Doussou Diané	Kankan	Féminin
50.	Kadiatou Sadio Bah	Tamagali	Féminin
51.	Issiaga Kèbali Sow	Kèbali	Masculin
52.	Monique Loua	Kankan	Féminin
53.	Seydouba Sylla	Tanènè	Masculin
54.	Ibrahima Diané	Kankan	Masculin
55.	Oumou Hawa Sow	Mafèrènya	Féminin
56.	Bakary KEIRA	Laya Solima Faranah	Masculin
57.	Mariame Baldé	Kouriah	Féminin
COGES/APEAE/AME			
58.	Fodé Soumah	Kouria	Masculin
59.	Karifa Kéira	Laya Solima Faranah	Masculin
60.	Mamadou Saliou Diallo	Sangarédi	Masculin
61.	Samba Diouma SOW	Kèbali	Masculin
62.	Thierno Abdoulaye Bah	Tamagali	Masculin
63.	Thierno Alimou Diallo	Hindé Centre Labé	Masculin
64.	Mathieu Balla Ouamouno	Boffa	Masculin
65.	Salimatou Barry	Fria	Féminin
66.	Mabinty Sylla	Fria	Féminin
67.	Mariama Sadio Camara	Sangarédi	Féminin
68.	Kadiatou Bah	Kébaly	Féminin
69.	Abdoul Sékou Condé	Mafèrènya	Masculin
70.	Mariama Bobo Diallo	Sangarédi	Féminin
71.	Souleymane Sané	Kèbali	Masculin
72.	Amadou Sékou Soumah	Mafèrènya	Masculin
73.	Alhassane Yattara	Fria	Masculin
74.	Aboubacar Touré	Tanènè	Masculin
75.	Aboubacar Soumah	Sangarédi	Masculin
76.	Elhadj Sankoumba Camara	Boffa	Masculin
77.	Mamadou Pathé Diallo	Tamagali	Masculin
78.	Alpha Ibrahima Diallo	Tamagali	Masculin
79.	Elhadj Issiaga Conté	Boffa	Masculin
80.	Ousmane Yattara	Boffa	Masculin
81.	Fara Michel Kamano	Boffa	Masculin
82.	Yarie Sylla	Tanènè	Féminin
83.	MBalia Sylla	Tanènè	Féminin

84.	Hawa Condé	Sangaredi	Féminin
85.	Fanta Kéita	Hindé	Féminin
86.	Adama Hawa Diallo	Kouria	Féminin
87.	Billo Camara	Kankan	Masculin
88.	Nana Kanté	Kankan	Féminin
89.	Fanta Diané	Kankan	Féminin
Apprenant-e-s			
90.	Marie Camara	Sabèndè	Féminin
91.	Mamady Camara	Tanènè	Masculin
92.	Amadou Diouldé Diallo	Hindè	Masculin
93.	Abdrahamane Baldé	Hindè	Masculin
94.	Hadjiratou Diallo	Hindè	Féminin
95.	Fatoumata Binta Barry	Tamagali	Féminin
96.	Fatoumata Bah	Tamagali	Féminin
97.	Salemata Soumah	Mafèrènya	Féminin
98.	Aminata Camara	Mafèrènya	Féminin
99.	Aissatou Soumah	Kouria	Féminin
100.	Yakha Condé	Kouria	Féminin
101.	Aïcha Diallo	Kankan	Féminin
102.	Mariama Bangoura	Kankan	Féminin
103.	Suzanne Kamano	Boffa	Féminin
104.	Fatoumata Camara	Boffa	Féminin
105.	Fatoumata Soumah	Boffa	Féminin
106.	Yarie Soumah	Boffa	Féminin
107.	Aminata Soumah	Boffa	Féminin
108.	Aminata Camara	Sangaredi	Féminin
109.	Kadiatou Sylla	Tanènè	Féminin
110.	Sayon Soumah	Tanènè	Féminin
111.	Aminata Camara	Tanènè	Féminin
112.	Mama Aissata Camara	Tanènè	Féminin
113.	Mahawa Yattara	Sabèndè I	Féminin
114.	Aminata Sylla	Sabèndè I	Féminin
115.	Maimouna Sow	Sabèndè I	Féminin
116.	Kankou Traoré	Kankan	Féminin
117.	Saran Bangoura	Kankan	Féminin
118.	Yalikhha Camara	Sangarédi	Féminin
119.	Nana Soumah	Sangarédi	Féminin
120.	Binta Bah	Sangarédi	Féminin
121.	Bountouraby Camara	Sangarédi	Féminin

ANNEXE C : liste des centres visités

N°	Centres	DPE/DCE	IRE
01	Centre NAFA Enta Nord	Matoto	Conakry
02	Centre NAFA Sangarédi	Boké	Boké
03	Centre NAFA CU Boffa	Boffa	Boké
04	Centre NAFA CU Sabèndè 1	Fria	Boké
05	Centre NAFA Koriah	Coyah	Kindia
06	Centre NAFA Tanènè	Dubrèka	Kindia
07	Centre NAFA Maférinyah	Forécariah	Kindia
08	Centre NAFA Tamagaly	Mamou	Mamou
09	Centre NAFA Kebaly	Dalaba	Mamou
10	Centre NAFA Hindé	Labé	Labé
11	Centre NAFA Laya Solima	Faranah	Faranah
12	Centre NAFA CU Kankan	Kankan	Kankan

ANNEXE D : Contacts des responsables des douze (12) centres retenus pour l'étude

N°	DPE	CENTRE NAFA	RESPONSABLE	CONTACTS
1	Boké	Sangarédi	Ivette Coumbassa	620 82 38 47
2	Boffa	C.urbaine	Kadiatou Conté	628 87 82 17
3	Fria	Sabèndè1 (C.U)	Mamaïssata Soumah	628 88 54 70
4	Coyah	Kouriah	Abdoulaye Mariama CAMARA	620 45 35 26
5	Dubrèka	Tanènè	Diénaba Cissé	621 17 73 04
6	Forécariah	Maférinya	Karamo Sylla	628 12 92 31
7	Mamou	Tamagaly,	Thierno Moussa Diallo	623 16 45 81
8	Dalaba	Kèbaly	Issiaga Kèbaly Sow	628 01 78 87
9	Labé	Hindé	Mamadou Sow	628 29 09 83
10	Faranah	Laya Solima	Bakary Kéira	627 57 20 57
11	Kankan	C. urbaine	Ibrahima Diané	628 48 14 09
12	Matoto	Enta Nord	Mariama Dalandha Diallo	622 01 51 08

ANNEXE E : Code des enquêteurs

N°	Prénom	Code enquêteur
1	Mamadou Baïlo BARRY	GN 001
2	Marcelline BANGOURA	GN 002
3	Souleymane CONDÉ	GN 003
4	Saba ZOUMANIGUI	GN 004
5	Pascal KAMANO	GN 005
6	Aïssatou DIALLO	GN 006